



CENTRE DE FORMATION

GUIDE 2011-2012

Formations inter ou intra-organismes



Droit d'asile et droit des étrangers
Accueil, hébergement et
accompagnement social
Accompagnement des mineurs et
jeunes majeurs étrangers
Outils et pratiques du travail social
Santé des migrants
Logement, emploi et insertion
Cultures et sociétés
Géopolitique des conflits

CENTRE DE FORMATION DE FRANCE TERRE D'ASILE

Numéro d'agrément : 11751793175

Son équipe :

Samantha DALLMAN

Responsable de formation

☎ 01 53 04 20 21

@ formation@france-terre-asile.org

Sandra BESQ / Tissem KARTOUBI

Assistante de direction

☎ 01 53 04 20 20

@ secretariatformation@france-terre-asile.org

Magali LECENE

Chargée de mission - Formation

☎ 01 53 04 20 23

@ mlecene@france-terre-asile.org



EDITO

J'ai le plaisir de vous présenter notre programme de formation pour l'année 2011-2012, où vous sont proposées 69 actions de formation. Au-delà de réactualiser l'ensemble de nos contenus existants, nous avons cette année encore enrichi notre offre de nouvelles actions, tant dans le domaine de l'accompagnement juridique qu'en matière de pratiques du travail social ou de géopolitique des pays d'origine.

C'est en effet par un programme de formation diversifié et sans cesse renouvelé que nous nous efforçons de répondre aux besoins des professionnels accompagnant des réfugiés et des migrants. Dans un contexte où cet accompagnement est rendu plus compliqué chaque jour, nous tenons à rappeler que la formation est non seulement un moyen d'acquérir de nouvelles connaissances et de développer des compétences, mais aussi l'occasion de prendre de la distance par rapport aux situations de terrain rencontrées et de favoriser l'échange de pratiques entre professionnels.

Pour la quatrième fois depuis 2003, une réforme législative vient de modifier le droit des étrangers, donnant lieu notamment à une refonte complète du droit de l'éloignement du territoire, à des modifications en matière d'asile et à un renforcement du critère d'intégration des étrangers. Des journées d'actualité, mises en œuvre dès septembre, vous permettront de mettre à jour vos connaissances et d'appréhender ce nouveau cadre. Par ailleurs, l'ensemble de nos formations concernées par cette loi ont été modifiées en conséquence.

Notre équipe pédagogique se tient à votre disposition pour tout complément d'information, que ce soit avant, pendant ou après une formation.

Nous restons également à votre écoute pour vous proposer une aide personnalisée dans le montage et la réalisation des projets de formation que vous souhaiteriez organiser sur site, en l'adaptant aux besoins spécifiques de vos équipes et à vos impératifs.

En vous remerciant de votre confiance et de votre fidélité.

Cordialement,

Samantha Dallman
Responsable du Centre de formation



LE CENTRE DE FORMATION	6
CALENDRIER DES FORMATIONS.....	8
DROIT D'ASILE ET DROIT DES ÉTRANGERS.....	11
Les fondamentaux du droit d'asile I	12
L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA – Niveau I I	13
Atelier de rédaction du récit de vie N	14
L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA – Niveau II I	15
Les techniques de recherche sur la géopolitique des pays d'origine I	16
L'entretien dans le cadre de l'aide au récit.....	17
La prise en compte des persécutions liées au genre dans le cadre de la demande d'asile N	18
L'Europe et le droit d'asile.....	19
Le mécanisme Dublin II et sa mise en œuvre.....	20
Etat des lieux de la réinstallation des réfugiés N	21
La demande d'apatridie.....	22
Les recours contentieux dans le cadre du droit d'asile I	23
L'assistance juridique aux déboutés du droit d'asile.....	24
Les conditions d'accès au séjour des étrangers I	25
Le regroupement familial des étrangers et des bénéficiaires du droit d'asile.....	26
L'accès au séjour au titre du travail.....	27
L'accès à la nationalité française I	28
Les recours dans le domaine du droit des étrangers I	29
L'éloignement du territoire français N	30
ACCUEIL, HÉBERGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	32
L'accueil des demandeurs d'asile en CADA I	33
Les droits sociaux des demandeurs d'asile.....	34
L'apprentissage du français en CADA.....	35
La gestion de l'attente : rendre l'utilisateur acteur de son temps.....	36
La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA I I	37
La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA II N	38
Droits des usagers et concept de bientraitance.....	39
Responsabilités des professionnels du secteur social.....	40
La conduite d'une évaluation interne en CADA.....	41
Préparer et gérer la sortie des réfugiés et des déboutés des CADA I	42
ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ET JEUNES	
MAJEURS ÉTRANGERS	43
Prise en charge et accompagnement des mineurs étrangers isolés I	44
La demande d'asile des mineurs étrangers isolés N	45
Les enfants de l'exil : quel type d'accompagnement ?.....	46
Mineurs étrangers et accès à la majorité.....	47
Mineurs isolés étrangers : informations préoccupantes et signalement.....	48
Mineurs isolés étrangers : du secret professionnel au partage d'informations.....	49

OUTILS ET PRATIQUES DU TRAVAIL SOCIAL.....	50
Sens et finalité de la relation d'aide I	51
La distanciation dans le travail social I	52
Mieux communiquer en situation d'entretien	53
Communiquer avec l'utilisateur non-francophone	54
Le travail social en situation interculturelle I	55
Appréhender le fait religieux dans le travail social N	56
Les travailleurs sociaux face aux discriminations N	57
La gestion du stress	58
Médiation et gestion des conflits	59
Prévention et traitement de la violence	60
Conduite de projet en animation socioculturelle	61
Travailler avec des groupes d'utilisateurs	62
SANTÉ DES MIGRANTS	63
Psychotraumatismes chez les réfugiés I	64
Du deuil à la reconstruction de soi	65
La prise en charge médico-psychologique des victimes de guerre et de violence extrême.....	66
Accompagner les migrants dans leurs démarches de santé I	67
Les actions de prévention santé auprès de migrants	68
Les représentations socioculturelles de la santé et de la maladie	69
LOGEMENT, EMPLOI ET INSERTION.....	70
Les droits des réfugiés statutaires I	71
L'accompagnement social vers le logement I	72
Le droit au logement opposable en pratique.....	73
L'accompagnement social vers l'emploi I	74
Mobiliser les acteurs de l'insertion professionnelle	75
CULTURES ET SOCIÉTÉS.....	77
Les Afghans : un peuple au destin mouvementé	78
Organisation sociale des familles africaines	79
Aspects socioculturels des populations ex-soviétiques	80
Les Roms : cultures et identités	81
GÉOPOLITIQUE DES CONFLITS	82
Tensions dans les Républiques du Caucase du Nord N	83
Etat des lieux du Kosovo et enjeux actuels	84
Paix et guerre en République démocratique du Congo	85
Soudan : la crise au Darfour et les tensions frontalières	86
Géopolitique de l'Afrique de l'Ouest: la Côte d'Ivoire et la Mauritanie.....	87
Le Pakistan: une inconnue à hauts risques N	88
Le Sri Lanka de l'après-guerre	89
INFORMATIONS PRATIQUES.....	90
BULLETIN D'INSCRIPTION	93
LISTE INDICATIVE D'HÔTELS	94
PLAN D'ACCÈS.....	95

LE CENTRE DE FORMATION

Depuis 1997, le Centre de Formation de France terre d'asile participe à la professionnalisation des personnes, débutantes ou expérimentées, accueillant, accompagnant ou hébergeant des populations immigrées ou réfugiées. En 2010, 103 actions ont été mises en œuvre sur 174 journées, que ce soit en inter-organismes dans nos locaux à Paris ou sur site, avec pour objectif de répondre aux besoins des acteurs du terrain. Ils ont été plus de 1.050 à en bénéficier.

NOTRE OFFRE DE FORMATION 2011-2012

• Des formations «inter-organismes» à Paris

Dispensées à Paris suivant un calendrier et un programme préétablis, ces formations réunissent des groupes composés de 7 à 15 personnes.

8 thématiques ont été retenues :

- Droit d'asile et droit des étrangers
- Accueil, hébergement et accompagnement social
- Accompagnement des mineurs et jeunes majeurs étrangers
- Outils et pratiques du travail social
- Santé des migrants
- Logement, emploi et insertion
- Cultures et sociétés
- Géopolitique des conflits

69 actions de formation sont ainsi proposées dans l'objectif de permettre aux participants :

- de mutualiser, d'interroger et d'analyser leurs pratiques,
- d'acquérir des savoirs ou de mettre à jour leurs connaissances,
- de se spécialiser ou d'élargir leur domaine d'intervention.

NOS JOURNÉES D'ACTUALITÉ :

Retrouvez, dès la rentrée, nos journées d'actualisation juridique sur la réforme du droit des étrangers. Une journée de formation pour comprendre ce que la loi n°2011-672 du 16 juin 2011 change en matière d'accès au territoire, de séjour, d'asile et d'intégration...

Sessions proposées en 2011 :

16 septembre/06 octobre/10 novembre/07 décembre

Plus d'informations p. 31

• Des formations «intra-organismes» sur site

Ces formations sont construites sur mesure en fonction des besoins et des attentes de l'organisme et sont dispensées directement sur site. Elles ont pour objectif de :

- mettre à jour les connaissances de l'ensemble de l'équipe
- s'interroger sur certaines pratiques ou méthodes de travail afin de renforcer les compétences opérationnelles et la cohésion de l'équipe
- bénéficier d'un conseil sur une (des) problématique(s) spécifique(s)

Elles sont conçues en collaboration avec les équipes concernées pour être réellement adaptées à leur terrain et à leurs problématiques spécifiques. Le contenu, la durée, les méthodes et les modalités de ces actions sont ainsi déterminés avec les organismes demandeurs. Liberté est laissée à l'établissement demandeur d'inviter les partenaires qu'il souhaite à cette formation.

Tous les programmes présentés dans ce guide de formation peuvent servir de trame pour ces formations. D'autres actions peuvent être envisagées en fonction des spécificités de chaque organisme.

Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à nous contacter :

Par téléphone : 01 53 04 20 20

Par e-mail : formation@france-terre-asile.org

Types d'organismes ayant bénéficié de nos formations sur site

Services déconcentrés de l'Etat, Conseils généraux, mairies, CCAS, CHRS, CADA, CPH, plates-formes d'accueil, etc.

NOTRE MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

Souples et adaptables, nos modules de formation reposent sur :

- une alternance d'apports théoriques, méthodologiques et pratiques
- une pédagogie interactive favorisant le partage d'expériences
- une animation par une équipe pluridisciplinaire permettant d'appréhender les thématiques dans leurs multiples dimensions.

NOTRE ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

Nos formations sont dispensées par une équipe pédagogique pluridisciplinaire composée de 3 permanents et de 50 formateurs.

Nos formateurs et nos consultants sont reconnus pour leur expertise. Soucieux du lien entre les différents savoirs et leur utilisation sur le terrain professionnel, ils favorisent l'échange d'expériences et la mise en pratique des apports de la formation.

CALENDRIER DES FORMATIONS INTER-ORGANISMES

OCTOBRE 2011

03 et 04	Sens et finalité de la relation d'aide
06	Immigration, intégration et nationalité : ce que change la réforme de 2011
10 et 11	Les fondamentaux du droit d'asile
12	Soudan : la crise au Darfour et les tensions frontalières
13 et 14	Tensions dans le Caucase du Nord
17 et 18	L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA–Niveau I
19	L'entretien dans le cadre de l'aide au récit
24 et 25	Les Afghans : un peuple au destin mouvementé
26	Atelier de rédaction du récit de vie
27 et 28	L'éloignement du territoire français
27 et 28	Droits des usagers et concept de bienveillance

NOVEMBRE 2011

03 et 04	L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA – Niveau II
03 et 04	Communiquer avec un usager non-francophone
07 et 08	Le mécanisme Dublin II et sa mise en œuvre
09	Etat des lieux du Kosovo et enjeux actuels
10	Immigration, intégration et nationalité : ce que change la réforme de 2011
14, 15 et 16	Prise en charge et accompagnement des mineurs isolés étrangers
17 et 18	L'apprentissage du français en CADA
21 et 22	La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA I
21 et 22	Mobiliser les acteurs de l'insertion professionnelle
23	Le regroupement familial des étrangers et des bénéficiaires du droit d'asile
24 et 25	La distanciation dans le travail social
28 et 29	Prise en compte des persécutions liées au genre dans le cadre de la demande d'asile
30	Le Pakistan : une inconnue à hauts risques

DÉCEMBRE 2011

1er et 02	Médiation et gestion des conflits
05 et 06	L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA–Niveau I
05 et 06	Les actions de prévention santé auprès de migrants
07	Immigration, intégration et nationalité : ce que change la réforme de 2011
08 et 09	Travail social en situation interculturelle

12 et 13 Psychotraumatismes chez les réfugiés

14 L'accès à la nationalité française

15 et 16 Les droits des réfugiés statutaires

JANVIER 2012

26 et 27 Travailler avec des groupes d'utilisateurs

30 et 31 Les techniques de recherche sur la géopolitique des pays d'origine

FÉVRIER 2012

02 et 03 Les recours dans le domaine du droit des étrangers

02 et 03 La gestion de l'attente : comment rendre l'utilisateur acteur de son temps

06 et 07 L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA – Niveau I

08 Atelier de rédaction du récit de vie

09 et 10 L'accueil des demandeurs d'asile en CADA

13 et 14 Du deuil à la reconstruction de soi

15 Soudan : la crise au Darfour et les tensions frontalières

20 et 21 La demande d'asile des mineurs isolés étrangers

22 Les droits sociaux des demandeurs d'asile

23 et 24 L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA – Niveau II

27 et 28 Mieux communiquer en situation d'entretien

29 Mineurs isolés étrangers : informations préoccupantes et signalement

MARS 2012

1er et 02 L'éloignement du territoire français

1er et 02 Accompagnement social vers l'emploi

05 et 06 Les fondamentaux du droit d'asile

07 Etat des lieux du Kosovo et enjeux actuels

08 et 09 Travail social en situation interculturelle

12 et 13 Accompagner les migrants dans leurs démarches de santé

14 Le regroupement familial des étrangers et des bénéficiaires du droit d'asile

20 Etat des lieux de la réinstallation des réfugiés

21 Le Sri Lanka de l'après-guerre

22 et 23 Le mécanisme Dublin II et sa mise en œuvre

22 et 23 La gestion du stress

26 et 27 Les travailleurs sociaux face aux discriminations

28, 29 et 30 Prise en charge et accompagnement des mineurs isolés étrangers

AVRIL 2012

02 et 03 Prévention et traitement de la violence

02 et 03 Organisation sociale des familles africaines

04	Les Roms : cultures et identités
05 et 06	Les enfants de l'exil : quel type d'accompagnement ?
10 et 11	La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA II
12 et 13	Les conditions d'accès au séjour des étrangers
16 et 17	Psychotraumatismes chez les réfugiés
18	L'accès à la nationalité française
23 et 24	L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA–Niveau I
23 et 24	Préparer et gérer la sortie des réfugiés et des déboutés des CADA
25	L'entretien dans le cadre de l'aide au récit
26 et 27	Les Afghans : un peuple au destin mouvementé

MAI 2012

02	Paix et guerre en RDC
02	La demande d'apatridie
03 et 04	L'apprentissage du français en CADA
09	L'accès au séjour au titre du travail
10 et 11	L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA–Niveau II
10 et 11	Appréhender le fait religieux dans le travail social
14 et 15	La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA I
16	Mineurs étrangers et accès à la majorité
21 et 22	Conduite d'une démarche d'évaluation interne en CADA
21 et 22	L'assistance juridique aux déboutés du droit d'asile
23	Le DALO en pratique
24 et 25 mai	La distanciation dans le travail social
29 et 30	Tensions dans le Caucase du Nord
31 mai et 1er juin	L'Europe et le droit d'asile

JUIN 2012

04 et 05	Les recours contentieux dans le cadre du droit d'asile
05 et 06	Responsabilités des professionnels du secteur social
07 et 08	Conduite de projet en animation socioculturelle
11 et 12	L'accompagnement social vers le logement
14 et 15	Aspects socioculturels des populations ex-soviétiques
18 et 19	L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA–Niveau I
21 et 22	La prise en charge médico-psychologique des victimes de guerre et de violence extrême
21 et 22	Géopolitique de l'Afrique de l'Ouest : la Côte d'Ivoire et la Mauritanie
25 et 26	Les représentations socioculturelles de la santé et de la maladie
27	Mineurs isolés étrangers : du secret professionnel au partage d'informations
28 et 29	Les techniques de recherche sur la géopolitique des pays d'origine

DROIT D'ASILE ET DROIT DES ÉTRANGERS



- Les fondamentaux du droit d'asile 12
- L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA – Niveau I 13
- Atelier de rédaction du récit de vie 14
- L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA – Niveau II 15
- Les techniques de recherche sur la géopolitique des pays d'origine 16
- L'entretien dans le cadre de l'aide au récit 17
- La prise en compte des persécutions liées au genre dans le cadre de la demande d'asile 18
- L'Europe et le droit d'asile 19
- Le mécanisme Dublin II et sa mise en œuvre ... 20
- Etat des lieux de la réinstallation des réfugiés 21
- La demande d'apatridie..... 22
- Les recours contentieux dans le cadre du droit d'asile 23
- L'assistance juridique aux déboutés du droit d'asile 24
- Les conditions d'accès au séjour des étrangers 25
- Le regroupement familial des étrangers et des bénéficiaires du droit d'asile 26
- L'accès au séjour au titre du travail 27
- L'accès à la nationalité française 28
- Les recours dans le domaine du droit des étrangers..... 29
- L'éloignement du territoire français 30

LES FONDAMENTAUX DU DROIT D'ASILE

INCONTOURNABLE

Constitué d'un enchevêtrement de normes juridiques relevant à la fois du droit international et du droit national, le droit d'asile est un système complexe faisant intervenir de nombreux acteurs institutionnels. Une bonne compréhension de la procédure de demande d'asile et des critères d'obtention d'une protection s'avère nécessaire pour accompagner efficacement le demandeur d'asile tout au long de ses démarches.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 10 et 11 octobre 2011
05 et 06 mars 2012

CONTENU

- * Cadre législatif et réglementaire du droit d'asile
- * Etapes de la procédure et instances de décision (OFPRA et CNDA)
- * Conditions d'accès à la protection statutaire ou subsidiaire :
 - éléments constitutifs d'une demande d'asile
 - analyse de jurisprudence

Objectifs professionnels

- ▶ Donner une information pertinente sur le droit d'asile et la procédure de demande d'asile
- ▶ Savoir adapter l'accompagnement durant les différentes étapes de la procédure
- ▶ Cerner le cadre de l'aide aux dossiers

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser les bases juridiques du droit d'asile
- ▶ Connaître les règles d'organisation et de fonctionnement des instances chargées de l'examen des demandes de protection
- ▶ Identifier les personnes pouvant prétendre à une protection au titre de l'asile

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des personnes en demande d'asile
- ▶ Professionnels débutants chargés de l'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

L'AIDE À LA CONSTITUTION DES DOSSIERS OFPRA ET CNDA NIVEAU I

INCONTOURNABLE

L'accompagnement juridique dont peut bénéficier un demandeur d'asile durant ses démarches augmente ses chances de voir sa requête aboutir favorablement. Outre des conditions de fond et de forme spécifiques, la demande d'asile doit être étayée en fonction de la grille d'analyse de l'OFPRA et de la CNDA. Il est donc nécessaire pour le travailleur social d'acquiescer les techniques de constitution des dossiers de demande d'asile afin de répondre au mieux aux exigences posées par ces instances.

CONTENU

- * Définition du cadre du récit de vie
- * Éléments obligatoires du dossier
- * Analyse de récits OFPRA et de recours étayés
- * Exigences entourant les preuves écrites jointes au récit de vie
- * Visite d'étude à la CNDA et analyse de cas
- * Constitution d'une réponse aux arguments d'une décision de rejet de l'OFPRA

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés du suivi des dossiers OFPRA et CNDA

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 17 et 18 octobre 2011
05 et 06 décembre 2011
06 et 07 février 2012
23 et 24 avril 2012
18 et 19 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Conseiller les requérants sur les exigences entourant la demande d'asile
- ▶ Accompagner les demandeurs d'asile au niveau de la constitution de leur dossier sur la base d'une méthode de travail spécifique

Objectifs de formation

- ▶ Savoir établir une demande d'asile individualisée et circonscrite
- ▶ Apprendre à soulever les éléments de fait permettant de satisfaire aux conditions juridiques d'obtention d'une protection
- ▶ Explorer les moyens d'argumenter contre une décision de rejet de l'OFPRA
- ▶ Apprendre à analyser le sens des questions posées devant l'OFPRA et la CNDA

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

Pré-requis

- ▶ Avoir préalablement suivi la formation : Les fondamentaux du droit d'asile

ATELIER DE RÉDACTION DU RÉCIT DE VIE

NOUVEAUTÉ

Parce que le récit de vie est au cœur de la demande d'asile, il est essentiel pour le chargé de l'aide au dossier d'en maîtriser la forme, tout en respectant les dires du demandeur et en répondant aux exigences de l'OFPRA et de la CNDA. Les pratiques peuvent différer mais les bases du récit – conditions de forme et argumentation – restent les mêmes, essentielles pour emporter la conviction des instances de décision. Il s'agit d'un atelier technique et pratique, qui vient compléter la formation d'un chargé de l'aide au dossier de demande d'asile.

Durée 1 jour
Coût 200 euros
Dates 26 octobre 2011
08 février 2012

CONTENU

- * Forme du récit : contenu et présentation
- * Respect des conditions de fond : mentions obligatoires et conseillées, articulation de l'argumentation en fonction du stade de la procédure
- * Présentation des preuves à l'appui de la demande d'asile

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés du suivi des dossiers OFPRA et CNDA

Objectifs professionnels

- ▶ Pouvoir renseigner les demandeurs sur les attentes de l'OFPRA et de la CNDA au regard du récit de vie
- ▶ Pouvoir apporter son expertise sur un récit de vie
- ▶ Savoir rédiger un récit de demande d'asile

Objectifs de formation

- ▶ Mieux appréhender les obstacles inhérents au travail avec le demandeur d'asile
- ▶ Savoir intégrer des éléments extérieurs au récit de vie (documentation géopolitique ou personnelle et jurisprudence)
- ▶ Savoir rédiger un récit percutant au regard des critères de protection internationale

Méthode pédagogique

- ▶ Techniques de rédaction : apports théoriques et pratiques
- ▶ Rédaction à partir de cas pratiques
- ▶ Travail individuel et mise en commun

Pré-requis

- ▶ Avoir suivi les formations sur Les fondamentaux du droit d'asile et L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA - niveau I

L'AIDE À LA CONSTITUTION DES DOSSIERS OFPRA ET CNDA NIVEAU II

INCONTOURNABLE

Alors que le niveau I de la formation sur L'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA permet aux professionnels chargés de l'aide aux dossiers de poser le cadre de cet accompagnement, ce niveau II leur propose d'affiner leurs techniques d'analyse et de rédaction des dossiers, d'apprendre à mieux exploiter les informations sur les pays d'origine, ainsi que de perfectionner les répliques aux arguments de l'OFPRA.

CONTENU

- * Analyse de récits complexes
- * Confrontation de récits de vie à des données géopolitiques
- * Constitution d'un mémoire contre les arguments de l'OFPRA

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés du suivi des dossiers OFPRA et CNDA

Durée	2 jours
Coût	400 euros
Dates	03 et 04 novembre 2011 23 et 24 février 2012 10 et 11 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Savoir appréhender des dossiers complexes grâce à des techniques d'analyse approfondies
- ▶ Etre en mesure de traiter des récits denses issus d'un contexte géopolitique spécifique
- ▶ Etre capable d'aider les demandeurs d'asile à donner du sens aux événements vécus

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser l'analyse et l'exploitation d'informations
- ▶ Analyser les récits de vie afin d'en relever les lacunes et les expliquer
- ▶ Acquérir une méthodologie d'utilisation pertinente des données relatives aux pays d'origine
- ▶ Développer un argumentaire pointu contre l'OFPRA

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas: travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

LES TECHNIQUES DE RECHERCHE SUR LA GÉOPOLITIQUE DES PAYS D'ORIGINE

INCONTOURNABLE

Outre le travail d'argumentation juridique, la personne chargée d'accompagner le requérant dans sa demande d'asile doit s'appuyer sur l'information et la documentation relatives à la géopolitique des pays d'origine pour donner du poids au dossier. Ce travail nécessite d'être en mesure d'établir une stratégie de recherche et de savoir identifier les sources pertinentes parmi la masse des informations disponibles. Cette formation est conçue pour transmettre au professionnel une méthodologie de recherche efficace et lui permettre de gagner du temps.

Durée 2 jours
Coût 400 euros
Dates 30 et 31 janvier 2012
28 et 29 juin 2012

CONTENU

- * Rôle de l'information sur les pays d'origine
- * Enjeux et limites de la recherche sur la géopolitique des pays d'origine
- * Identification, appréciation et exploitation des sources d'information
- * Techniques de recherche et de présentation des informations sur les pays d'origine

Objectifs professionnels

- ▶ Savoir réaliser une recherche documentaire dans le cadre de l'aide aux dossiers
- ▶ Nourrir un dossier de demande d'asile sur la base de données géopolitiques

Objectifs de formation

- ▶ Appréhender le rôle de l'information et de la documentation relatives à la géopolitique des pays d'origine dans la constitution du dossier de demande d'asile
- ▶ Acquérir une méthodologie en la matière permettant de rechercher, d'identifier et d'apprécier la validité des sources

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et exercices pratiques de recherche sur Internet
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

Pré-requis

- ▶ Maîtriser les conditions d'accès à la protection et de l'aide à la constitution des dossiers OFPRA et CNDA

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés du suivi des dossiers OFPRA et CNDA

L'ENTRETIEN DANS LE CADRE DE L'AIDE AU RÉCIT

L'entretien constitue l'outil le plus approprié pour faire émerger le récit du demandeur d'asile. Il implique très souvent le recours à un interprète, autre acteur incontournable de la procédure. Les professionnels doivent être en mesure de mener avec efficacité ces entretiens tout en optimisant la présence de ce tiers. Par ailleurs, il leur est également indispensable de donner aux personnes qu'ils accompagnent les repères nécessaires pour appréhender sereinement l'entretien à l'OFPPRA et l'audience à la CNDA, souvent redoutés, et qui jouent un rôle primordial dans la prise de décision.

Durée 1 jour
Coût 200 euros
Dates 19 octobre 2011
25 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Gagner en aisance et en efficacité dans la conduite de l'entretien pour faire émerger le récit
- ▶ Savoir optimiser l'aide apportée par un interprète
- ▶ Savoir préparer les demandeurs d'asile aux entretiens OFPPRA et aux audiences CNDA

CONTENU

- * Entretien entre le demandeur d'asile et l'intervenant social dans le cadre du récit : spécificités, difficultés et bonnes pratiques
- * Gestion d'un entretien avec un interprète
- * Entretien entre le demandeur d'asile et l'officier de protection de l'OFPPRA ou les juges de la CNDA

Objectifs de formation

- ▶ Appréhender les spécificités de l'entretien dans le cadre de l'aide aux dossiers
- ▶ Savoir se positionner dans un entretien à trois
- ▶ Maîtriser l'objet et le déroulement des entretiens OFPPRA et des audiences CNDA

Méthode pédagogique

- ▶ Apports méthodologiques
- ▶ Echange de pratiques
- ▶ Jeux de rôle

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés du suivi des dossiers OFPPRA et CNDA

LA PRISE EN COMPTE DES PERSÉCUTIONS LIÉES AU GENRE DANS LE CADRE DE LA DEMANDE D'ASILE

Au sens de la Convention de Genève, la persécution fondée sur le genre ne fait pas partie des motifs pouvant conduire à la détermination du statut de réfugié. Or, depuis 2002, les Etats sont appelés à intégrer la notion de genre dans leur interprétation de la définition de réfugié, tout comme dans la procédure et les conditions d'accueil de ces personnes particulièrement vulnérables. Face aux difficultés que peut représenter l'établissement du récit, le travailleur social doit être en mesure d'évaluer les besoins de protection internationale, tout en favorisant un accompagnement psychologique adapté.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 28 et 29 novembre 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Savoir identifier et orienter les victimes de persécutions liées au genre
- ▶ Appréhender la prise en compte de ces persécutions dans le cadre d'une demande d'asile

Objectifs de formation

- ▶ Connaître les différentes formes de persécutions liées au genre
- ▶ Savoir détecter les symptômes post-traumatiques permettant une prise en charge adéquate
- ▶ Mieux appréhender le travail de récit auprès de ce public
- ▶ Maîtriser la jurisprudence et les lignes directrices du HCR sur les persécutions liées au genre

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange de pratiques

CONTENU

- * Définition du genre
- * Caractéristiques des différentes formes de persécutions liées au genre
- * Dimension psychologique de l'accompagnement des victimes
- * Faire émerger le récit : difficultés et positionnement du travailleur social
- * Traitement de la question du genre par l'OFPRO et la CNDA

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés de l'accompagnement de demandeurs d'asile

L'EUROPE ET LE DROIT D'ASILE

L'impact du droit européen en droit français ne cesse de se renforcer en matière d'accompagnement des demandeurs d'asile. Que ce soit au niveau de l'Union européenne et de sa deuxième phase d'harmonisation des politiques d'asile, visant à garantir un niveau de protection plus élevé dans l'ensemble des Etats membres, que du Conseil de l'Europe et du rôle grandissant de la Cour européenne des droits de l'homme dans ce champ, il importe de comprendre ces développements et de pouvoir évaluer la législation adoptée.

CONTENU

- * Compétences de l'Union européenne en matière d'asile et d'immigration
- * Politique communautaire en matière de droit d'asile
- * Evaluation de l'impact du droit communautaire de l'asile sur le droit français
- * Deuxième phase du régime d'asile européen commun
- * Position de la Cour européenne des droits de l'homme en matière d'asile

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des demandeurs d'asile

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 31 mai et 1er juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Intégrer une dimension européenne dans ses pratiques professionnelles

Objectifs de formation

- ▶ Saisir les enjeux de l'harmonisation de la politique européenne en matière d'asile
- ▶ Mesurer l'impact de la législation européenne sur le droit d'asile en France
- ▶ Appréhender l'approche naissante de la Cour européenne des droits de l'homme dans le domaine de l'asile

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

LE MÉCANISME DUBLIN II ET SA MISE EN ŒUVRE

L'application du Règlement Dublin II vise à déterminer l'Etat membre de l'Union européenne responsable de l'examen d'une demande d'asile, en fonction d'un certain nombre de critères. Fondé sur un mécanisme de transfert des personnes d'un Etat vers un autre, ce règlement implique une procédure spécifique, ponctuée de nombreux délais mais sans qu'une prise en charge adaptée soit prévue. Les professionnels du secteur de l'asile doivent connaître le statut des personnes placées en procédure Dublin et maîtriser le contentieux relatif aux décisions de transfert.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 07 et 08 novembre 2011
22 et 23 mars 2012

CONTENU

- * Critères de détermination de l'Etat responsable d'une demande d'asile
- * Procédure de détermination de l'Etat responsable et délais
- * Arguments invocables contre une décision de réadmission et analyse de référés
- * Question de la prise en charge dans l'attente de la réadmission

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés de l'accompagnement juridique des demandeurs d'asile

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer l'accompagnement des personnes soumises à la procédure Dublin
- ▶ Favoriser l'accès aux droits des usagers durant leur attente

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser le cadre juridique d'application du Règlement Dublin II et les différentes étapes de la procédure
- ▶ Identifier les arguments susceptibles de contraindre une décision de transfert Dublin
- ▶ Savoir analyser les arguments invoqués dans un référé

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

ÉTAT DES LIEUX DE LA RÉINSTALLATION DES RÉFUGIÉS

NOUVEAUTÉ

Face à la « forteresse Europe », la réinstallation est un moyen d'accès au territoire encore marginal mais qui tend à se développer. Les conflits et les crises engendrent des mouvements massifs de population qui peuvent créer une tension dans l'État qui les accueille, comme c'est le cas aujourd'hui en Tunisie avec les réfugiés venus de Libye. Des Bhoutanais du Népal, aux Chrétiens d'Irak en passant par les réfugiés de Malte, les États mettent en place divers programmes, de façon autonome ou en lien avec le HCR. Le parcours atypique d'une personne réinstallée nécessite la prise en compte par l'équipe sociale de besoins et d'attentes spécifiques.

CONTENU

- * Cadre et définitions
- * Identification des différents acteurs du domaine (HCR, OIM, CICM, etc.)
- * Processus de sélection des personnes réinstallées et préparation à la réinstallation
- * Procédure et accueil en France : avantages et difficultés rencontrées

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés de l'accompagnement de personnes réinstallées
- ▶ Tout professionnel intervenant auprès de personnes en demande d'asile ou réfugiées

Durée	1 jour
Coût	200 euros
Dates	20 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Elargir son champ de compétences à la problématique de la réinstallation
- ▶ Être en mesure de répondre aux difficultés spécifiquement liées à une réinstallation et être capable de les anticiper

Objectifs de formation

- ▶ Identifier les différentes formes de réinstallation
- ▶ Connaître le processus de réinstallation et le parcours suivi par le demandeur
- ▶ Comprendre les difficultés spécifiques liées à une réinstallation

Méthode pédagogique

- ▶ Apports méthodologiques
- ▶ Echange de pratiques
- ▶ Mise en situation et jeux de rôle

LA DEMANDE D'APATRIDIE

En augmentation pour la première fois en quatre ans, la demande d'apatridie, sans être fondée sur des craintes de persécution, permet à son bénéficiaire d'obtenir la reconnaissance d'une protection juridique et administrative de la France. Les conditions d'obtention de cette protection, tout comme la procédure et les droits associés au statut d'apatride, se distinguent de ceux de la demande d'asile. Il est essentiel pour le professionnel chargé du suivi de ces personnes d'en cerner les spécificités afin d'adapter son accompagnement.

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 02 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux demandeurs du statut d'apatride
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des usagers
- ▶ Evaluer la pertinence d'une demande d'apatridie pour les déboutés du droit d'asile

CONTENU

- * Conditions d'accès au statut d'apatride
- * Procédure devant l'OFPRA
- * Recours devant les juridictions administratives
- * Statut et droits qui y sont associés

Objectifs de formation

- ▶ Distinguer les apatrides de droit et de fait
- ▶ Connaître les procédures administratives et juridictionnelles de la demande d'apatridie
- ▶ Connaître en pratique les droits ouverts aux demandeurs du statut d'apatride

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des personnes en demande d'apatridie

LES RECOURS CONTENTIEUX DANS LE CADRE DU DROIT D'ASILE

INCONTOURNABLE

Nombreuses sont les décisions administratives et juridictionnelles susceptibles de porter atteinte aux droits des demandeurs d'asile, tant dans le cadre de leur procédure d'asile, qu'en matière de séjour. Les recours disponibles contre ces mesures font appel à des compétences juridiques différentes de celles qui sont requises pour l'aide à la constitution des dossiers de demande d'asile.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 04 et 05 juin 2012

CONTENU

- * Recours contre un refus de dépôt de demande d'asile
- * Recours contre une décision de placement en procédure prioritaire
- * Contestation de la décision CNDA : le recours en rectification d'erreur matérielle, le pourvoi en cassation, le recours contre une décision d'octroi de la protection subsidiaire et le recours en révision devant la CNDA
- * Recours contre une mesure d'éloignement

Objectifs professionnels

- ▶ Renforcer sa pratique professionnelle en matière d'accompagnement juridique

Objectifs de formation

- ▶ Connaître les notions de base du droit du contentieux administratif applicables à tous les types de recours contentieux
- ▶ Savoir identifier les arguments opposables en cas de non respect des droits des demandeurs d'asile

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

Pré-requis

- ▶ Maîtriser les fondamentaux du droit d'asile

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés de l'accompagnement juridique des demandeurs d'asile

L'ASSISTANCE JURIDIQUE AUX DÉBOUTÉS DU DROIT D'ASILE

Face à un rejet définitif de sa demande d'asile, le requérant peut avoir le sentiment d'être dans une impasse. Or, d'autres démarches peuvent encore être lancées : réexamen de la demande d'asile, accès au séjour à un titre autre que celui de l'asile, ce qui implique de contester la décision de reconduite à la frontière, ou encore retour volontaire dans le pays d'origine... Aussi, une assistance sur le plan juridique, assurée notamment par les professionnels de l'accueil et de l'hébergement, s'impose.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 21 et 22 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Explorer et proposer des solutions juridiques suite au rejet d'une demande d'asile
- ▶ Apporter une réponse juridique pouvant faciliter la sortie des CADA

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser le cadre juridique applicable aux déboutés du droit d'asile
- ▶ Explorer les alternatives accessibles aux déboutés du droit d'asile

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

CONTENU

- * Demande de réexamen d'une demande d'asile
- * Possibilités d'obtention d'un titre de séjour au regard du droit commun des étrangers
- * Programmes et dispositifs d'aide au retour volontaire de l'OFII
- * Contestation de la mesure de reconduite à la frontière

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés de l'accompagnement des demandeurs d'asile

LES CONDITIONS D'ACCÈS AU SÉJOUR DES ÉTRANGERS

INCONTOURNABLE

La réforme du droit des étrangers de 2011 est venue renforcer les conditions d'accès au séjour. Hormis la création de la carte bleue européenne, destinée aux étrangers hautement qualifiés, la situation des étrangers s'est fragilisée davantage avec l'apparition notamment de la notion de mariage gris ou encore le retour en arrière sur l'accès au séjour des étrangers malades. Aussi, cette formation se propose-t-elle de faire le point sur la procédure et les critères permettant aux étrangers d'accéder à un titre de séjour.

Durée 2 jours
Coût 400 euros
Dates 12 et 13 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux candidats au séjour
 - ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des usagers
-

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser les dispositions internationales, législatives et réglementaires relatives à l'obtention d'un titre de séjour
 - ▶ Identifier les différentes étapes de la procédure de demande d'un titre de séjour
-

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

CONTENU

- * Conditions générales d'obtention d'un titre de séjour en France
- * Procédure d'admission au séjour
- * Conditions d'accès au séjour, catégorie par catégorie
- * Régimes juridiques spéciaux concernant les ressortissants de certains pays

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel travaillant auprès d'un public étranger

À jour des dernières modifications législatives et réglementaires

LE REGROUPEMENT FAMILIAL DES ÉTRANGERS ET DES BÉNÉFICIAIRES DU DROIT D'ASILE

Depuis 2006, les réformes ont systématiquement apporté de nouvelles modifications à la procédure de regroupement familial des étrangers et bénéficiaires du droit d'asile, une procédure déjà considérablement verrouillée. Afin de faire exister ce droit des étrangers de vivre en famille, il convient de maîtriser les contours de la procédure applicable aux étrangers de droit commun, aux réfugiés statutaires, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux apatrides.

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 23 novembre 2011
14 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux étrangers souhaitant faire venir leur famille en France
- ▶ Accompagner un usager dans l'exercice de son droit de vivre en famille

CONTENU

- * Champs d'application et conditions du regroupement familial et du rapprochement familial
- * Déroulement des différentes procédures
- * Principe de l'unité de famille pour les réfugiés
- * Conséquences d'un regroupement familial « sur place »

Objectifs de formation

- ▶ Distinguer les procédures de regroupement familial et de rapprochement familial
- ▶ Acquérir la maîtrise des conditions et des étapes des procédures de regroupement familial et de rapprochement familial
- ▶ Identifier les arguments susceptibles d'être évoqués à l'appui d'un recours contre une décision de rejet dans ce domaine

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel travaillant auprès d'un public étranger

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

À jour des dernières modifications législatives et réglementaires

L'ACCÈS AU SÉJOUR AU TITRE DU TRAVAIL

Les modifications apportées par la récente réforme dans ce champ sont le reflet de la politique de l'immigration « choisie », opposant travailleurs hautement et faiblement qualifiés. Un durcissement s'observe quant aux métiers sous tension, qui constituent de moins en moins une voie d'accès au séjour pour les étrangers. Parallèlement, les droits des travailleurs sont renforcés, tout comme la lutte contre le travail illégal. Qu'en est-il en pratique ? Quels sont les critères et procédures permettant d'accéder au séjour au titre du travail ?

CONTENU

- * Procédure d'admission au séjour au titre du travail et renouvellement du titre de séjour
- * Conditions d'accès au séjour au titre du travail pour les étrangers, catégorie par catégorie
- * Régularisation des travailleurs étrangers en séjour irrégulier
- * Accords bilatéraux entre la France et certains pays

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public étranger

Durée	1 jour
Coût	200 euros
Dates	09 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux candidats au séjour
 - ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des usagers
-

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser les dispositions internationales, législatives et réglementaires relatives à l'obtention d'une autorisation de travail
 - ▶ Identifier les différentes étapes de la procédure d'admission au séjour pour raisons professionnelles
-

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas

À jour des dernières modifications législatives et réglementaires

L'ACCÈS À LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

INCONTOURNABLE

Dans un contexte de précarisation du séjour des étrangers en France, l'accès à la nationalité française représente une des rares procédures permettant de leur garantir le droit de demeurer sur le territoire. Or, la loi du 16 juin 2011 est venue durcir cet accès en modifiant l'évaluation des connaissances de la langue française et en allongeant la durée de la procédure pour les conjoints de Français. Elle instaure par ailleurs une charte des droits et des devoirs du citoyen français. Il importe que les travailleurs sociaux soient en mesure de s'approprier cette législation mouvante.

CONTENU

- * Cas d'accès à la nationalité française
- * Procédures d'accès à la nationalité française : par acquisition automatique, par déclaration ou par naturalisation
- * Contestation d'un refus de nationalité française
- * Différents cas de perte de la nationalité française et la réintégration

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel travaillant auprès d'un public étranger

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 14 décembre 2011
18 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux candidats à la nationalité
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des usagers

Objectifs de formation

- ▶ Distinguer les différentes conditions d'accès à la nationalité
- ▶ Explorer les procédures d'accès à la nationalité

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

LES RECOURS DANS LE DOMAINE DU DROIT DES ÉTRANGERS

INCONTOURNABLE

Outre la mesure d'éloignement, d'autres décisions administratives, notamment en matière d'entrée ou de séjour sur le territoire, peuvent compromettre les droits des étrangers. Dans la mesure où les arguments invocables à l'encontre de chacune de ces décisions ne sont pas identiques, il convient de les identifier, les distinguer et les maîtriser afin de préparer au mieux les recours qui s'imposent.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 02 et 03 février 2012

CONTENU

- * Recours contre un refus de visa : procédure administrative et juridictionnelle
- * Recours contre un refus de séjour
- * Recours contre une mesure d'éloignement

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels chargés de l'accompagnement juridique d'un public étranger

Objectifs professionnels

- ▶ Développer sa pratique professionnelle en matière de conseil et d'accompagnement juridiques
-

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser le droit du contentieux administratif
 - ▶ Recenser les arguments opposables en cas de non respect des droits des étrangers
 - ▶ Apprendre à rédiger un recours administratif ou juridictionnel
-

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
 - ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats
-

Pré-requis

- ▶ Maîtriser les conditions d'accès au séjour

L'ÉLOIGNEMENT DU TERRITOIRE FRANÇAIS

NOUVEAUTÉ

L'éloignement du territoire est un domaine qui a été profondément modifié par la loi du 16 juin 2011, largement inspirée par la Directive européenne dite « retour ». Que ce soit par la refonte des mesures existantes ou encore par l'instauration d'une interdiction administrative de retour sur le territoire, il s'agit là d'une problématique technique qui nécessite de savoir distinguer les différentes mesures et les moyens de les contester.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 27 et 28 octobre 2011
1er et 02 mars 2012

CONTENU

- * Refonte de certaines mesures: OQTF et APRF
- * Nouvelles mesures créées : l'interdiction de retour et l'assignation à résidence administratives
- * Placement en rétention administrative
- * Contestation de ces mesures : analyse de jurisprudence et étude de recours
- * Autres mesures d'éloignement (expulsion, extradition et remise à un Etat tiers)

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des personnes susceptibles de faire l'objet d'une mesure d'éloignement
- ▶ Tout professionnel travaillant dans un lieu de rétention administrative

Objectifs professionnels

- ▶ Savoir informer les usagers sur les conséquences d'un refus de séjour ou d'une mesure d'éloignement
- ▶ Renforcer sa pratique professionnelle en matière d'accompagnement juridique

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser les différents types de mesures d'éloignement du territoire
- ▶ Connaître les évolutions législative et jurisprudentielle en matière d'éloignement
- ▶ Connaître les arguments opposables à une décision de placement en centre de rétention
- ▶ Savoir identifier les arguments invocables dans un recours contre une mesure d'éloignement

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

NOS JOURNÉES D'ACTUALITÉ JURIDIQUE

CADRE

Pour la quatrième fois depuis 2003, une réforme législative vient de modifier le droit des étrangers. Le projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité, déposé à l'Assemblée nationale le 31 mars 2010, est devenu la loi n°2011-672 du 16 juin 2011 suite au contrôle du Conseil constitutionnel, qui n'a que très légèrement censuré le texte. Si cette loi se présente comme la transposition technique de trois directives européennes relatives au droit des étrangers, il comporte des modifications non moins substantielles, visant à renforcer les pouvoirs de l'administration au détriment de ceux de l'autorité judiciaire et des droits procéduraux des étrangers. Ceci s'illustre par exemple par l'extension de la notion de zone d'attente et la refonte complète des procédures d'éloignement. En matière d'asile, la loi prévoit d'étendre les cas de mise sous procédure prioritaire et d'apporter des changements au fonctionnement de la CNDA. Enfin, le critère d'intégration est renforcé et la notion de mariage « gris » fait son apparition. Afin de permettre aux professionnels accompagnant des étrangers de maîtriser le nouveau cadre législatif et de comprendre ce qui concrètement va changer, notre centre de formation organise une journée d'actualité consacrée à cette réforme.

CONTENU

- INTRODUCTION À LA NOUVELLE LÉGISLATION
- L'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS : LE PLACEMENT EN ZONE D'ATTENTE
- LE DROIT D'ASILE ET L'ACCÈS À LA NATIONALITÉ
- LE SÉJOUR EN FRANCE
- LA MODIFICATION EN PROFONDEUR DES RÈGLES DE L'ÉLOIGNEMENT DU TERRITOIRE FRANÇAIS

INFORMATIONS PRATIQUES

Dates : 16 septembre/06 octobre/10 novembre/07 décembre 2011

Coût : 150 €

*Lieu : Centre de formation France terre d'asile
24, rue Marc Seguin – 75018 Paris*

Pour tout complément d'information, nous sommes bien entendu à votre disposition par téléphone au 01 53 04 20 20 ou par mail à l'adresse : formation@france-terre-asile.org.

ACCUEIL, HÉBERGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- L'accueil des demandeurs d'asile en CADA 33
- Les droits sociaux des demandeurs d'asile 34
- L'apprentissage du français en CADA..... 35
- La gestion de l'attente : rendre l'utilisateur acteur de son temps..... 36
- La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA I..... 37
- La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA II 38
- Droits des usagers et concept de bientraitance 39
- Responsabilités des professionnels du secteur social 40
- La conduite d'une démarche d'évaluation interne en CADA 41
- Préparer et gérer la sortie des réfugiés et des déboutés des CADA 42



L'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE EN CADA

INCONTOURNABLE

En tant que catégorie distincte des CHRS, les Centres d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) sont encadrés par un certain nombre de textes législatifs et réglementaires. Quelles sont les contraintes légales et contractuelles auxquelles doivent se conformer les CADA ? Quels moyens et quels outils sont mis en place pour assurer un accompagnement de qualité ? Plus que jamais, les acteurs de terrain se doivent de cerner les contours et les enjeux de leurs missions.

CONTENU

- * Dispositif national d'accueil : évolution et mise en œuvre de la régionalisation
- * Des dispositifs d'urgence à l'admission en CADA
- * Règles relatives aux missions des CADA
- * Outils de prise en charge et mise en œuvre du droit des usagers
- * Accompagnement social en CADA : de l'accueil à la fin de la prise en charge
- * Gestion de la sortie des déboutés et des réfugiés

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels du secteur de l'hébergement des demandeurs d'asile

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 09 et 10 février 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Avoir une vision d'ensemble et la maîtrise de son cadre d'intervention

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser le cadre de l'hébergement des demandeurs d'asile
- ▶ Analyser les missions des CADA
- ▶ Mieux appréhender le cadre de travail en CADA de l'entrée jusqu'à la sortie des usagers

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echanges et analyse de pratique

LES DROITS SOCIAUX DES DEMANDEURS D'ASILE

Le parcours du demandeur d'asile est rythmé par les différentes étapes de sa procédure de demande de protection. Or, nombreuses sont les autres démarches qui doivent être entreprises en amont et en parallèle de celle-ci pour garantir à la personne l'accès à ses droits. Afin d'apporter un soutien efficace à l'accomplissement de ces démarches, les professionnels en contact avec ce public, qu'ils interviennent en CADA ou dans d'autres types de structures d'accueil ou d'hébergement d'urgence, doivent connaître l'ensemble des dispositifs et fournir une information pertinente aux personnes accompagnées.

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 22 février 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Etre en capacité d'informer les demandeurs d'asile sur leurs droits et de les orienter dans leurs démarches
- ▶ Améliorer la qualité de l'accompagnement des usagers

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser l'ensemble des dispositifs accessibles aux demandeurs d'asile
- ▶ Comprendre les spécificités du public demandeur d'asile

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange et analyse de pratiques

CONTENU

- * Domiciliation
- * Hébergement
- * Ouverture d'un compte
- * Aides sociales
- * Accès aux soins
- * Scolarisation des enfants
- * Accès au marché du travail et à la formation professionnelle et linguistique

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès de personnes en demande d'asile

L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS EN CADA

De nombreuses associations proposent des cours de français en lien avec les activités d'animation proposées aux demandeurs d'asile en CADA. Face à des contraintes liées à la procédure d'asile et au fonctionnement du CADA, les intervenants sociaux chargés de l'apprentissage linguistique peuvent rencontrer des difficultés dans la mise en œuvre d'actions de formation, aussi bien en termes purement pédagogiques qu'en termes de mobilisation et de valorisation des usagers. Comment développer et mettre en œuvre une pédagogie adaptée qui permettra de répondre aux besoins d'un public adulte demandeur d'asile, tout en favorisant son autonomisation.

CONTENU

- * Enjeu de l'accès à la langue dans le cadre de la prise en charge en CADA
- * Appropriation des contraintes de l'asile
- * Mise en place d'une action de formation : objectifs et finalités
- * Evaluation du niveau linguistique
- * Définition d'objectifs réalisables de communication orale et écrite

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel chargé de l'enseignement du français auprès de demandeurs d'asile

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 17 et 18 novembre 2011
03 et 04 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Proposer un enseignement de la langue française adapté au public pris en charge en CADA
- ▶ Favoriser l'autonomisation des demandeurs d'asile par le biais de l'apprentissage de la langue

Objectifs de formation

- ▶ Acquérir des outils pédagogiques adaptés à un public d'adultes demandeurs d'asile
- ▶ Découvrir la méthodologie d'évaluation du niveau linguistique et de positionnement dans un groupe
- ▶ Apprendre à définir des objectifs en matière de communication orale et écrite
- ▶ Développer une pédagogie active et transversale dans le cadre des activités d'animation et d'autonomisation en CADA

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Exercices pratiques
- ▶ Echange et analyse de pratiques professionnelles

LA GESTION DE L'ATTENTE : RENDRE L'USAGER ACTEUR DE SON TEMPS

Une des missions confiées aux professionnels intervenant en CADA est de favoriser une « gestion » active du temps par le demandeur d'asile durant l'examen de son dossier. Poser la question de l'occupation du temps, c'est savoir mesurer l'impact de cette attente sur le vécu des personnes qui la subissent. Aussi, comment aider le demandeur d'asile à gérer de façon active cette attente ? Quel sens donner aux activités occupationnelles proposées en centre d'hébergement ? Comment mobiliser toutes les ressources de l'individu afin de lui permettre d'investir le présent ?

CONTENU

- * Stratégies mises en place pour établir un équilibre entre la nécessité de faire le deuil de l'histoire passée et l'adaptation en France
- * Rôle des travailleurs sociaux et de la structure d'accueil dans la reconstruction des individus et du lien social
- * Analyse des logiques mises en œuvre dans les activités « occupationnelles »

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès de personnes en demande d'asile

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 02 et 03 février 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Prendre en compte la dimension de l'attente dans l'accompagnement social des demandeurs d'asile
- ▶ Mobiliser les personnes autour d'une dynamique de projet

Objectifs de formation

- ▶ Mieux comprendre les attitudes et les comportements de passivité ou d'inertie manifestés par certains demandeurs d'asile
- ▶ Réfléchir aux moyens d'aider les personnes en attente à mettre ce temps au profit de leur projet de vie, et ce quelle que soit la réponse de l'administration à leur demande d'asile

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Mises en situation
- ▶ Echanges sur les pratiques

LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PERSONNALISÉ EN CADA I

INCONTOURNABLE

Parce que l'accompagnement qui est proposé en CADA n'a pas pour vocation de travailler sur l'insertion, les professionnels peuvent s'interroger sur la manière de mettre en œuvre le projet personnalisé dans ce contexte. Or, il apparaît que l'accompagnement social peut avoir pour objectif, entre autres, de soutenir les ressources préalables à l'insertion, qu'elle ait vocation à se réaliser ici ou ailleurs. Dès lors, ce projet peut être axé sur la résolution de certaines problématiques et sur le soutien et le développement des ressources et compétences sociales de l'individu, en vue de favoriser sa capacité de mobilisation.

CONTENU

- * Projets personnalisés et projet d'établissement
- * Projet personnalisé au regard des missions d'accompagnement en CADA
- * Méthodologie et construction d'un référentiel à partir des ressources du demandeur d'asile
- * Place de chacun des professionnels dans la mise en œuvre et le rôle de la personne dans le cadre de son projet

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels intervenant en CADA

Durée	2 jours
Coût	400 euros
Dates	21 et 22 novembre 2011 14 et 15 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Mettre en œuvre une méthodologie d'élaboration de projet
- ▶ Mobiliser les ressources de l'utilisateur
- ▶ Construire et utiliser des outils et des supports d'aide à l'orientation et l'accompagnement social

Objectifs de formation

- ▶ Comprendre les enjeux du projet personnalisé au regard du code de l'action sociale et des missions des CADA
- ▶ Maîtriser la méthodologie d'élaboration des outils et des supports du projet

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PERSONNALISÉ EN CADA II

NOUVEAUTÉ

S'inscrivant dans le prolongement du module précédent, cette formation est conçue comme une action de consolidation des acquis, d'état des lieux et d'analyse de la mise en œuvre des projets personnalisés au sein de l'établissement. Elle se fonde sur le retour d'expérience des professionnels en matière de projet personnalisé et vise à répondre à leurs interrogations et à identifier des perspectives d'adaptation de leurs pratiques professionnelles, pour favoriser la participation des usagers à leur propre projet.

Durée 2 jours
Coût 400 euros
Dates 10 et 11 avril 2012

CONTENU

- * Etat des lieux et identification des leviers et difficultés repérés dans la mise en œuvre de la démarche projet en CADA
- * Analyse des modes d'intervention auprès des personnes accueillies
- * Coordination du projet comme une garantie de mise en œuvre
- * Evaluation du projet personnalisé et réactualisation d'une procédure

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Professionnels intervenant en CADA

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer l'articulation entre projets personnalisés et projet d'établissement
- ▶ Identifier et mettre en œuvre des stratégies en matière de projet personnalisé
- ▶ Faciliter la participation de l'usager tout au long de la démarche du projet qui le concerne

Objectifs de formation

- ▶ Renforcer les outils de lecture du cadre juridique relatif au projet personnalisé
- ▶ Identifier les points forts, faiblesses, leviers et points de vigilance du fonctionnement actuel

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

DROIT DES USAGERS ET CONCEPT DE BIENTRAITANCE

Si le contrat de séjour pose un cadre formel permettant de définir et de garantir la réciprocité des droits et devoirs de l'utilisateur et de l'établissement, il est essentiel que les professionnels intervenant en CADA questionnent individuellement et collectivement leurs pratiques en vue d'améliorer la relation avec les usagers. Aborder la notion de bien-être en CADA, c'est réfléchir entre autres à l'accueil, au droit à l'information et à la participation, à l'adéquation entre les projets d'établissement et individuels et les besoins des personnes hébergées ou encore à leur confort et leur sécurité. Dans cette démarche, le respect de la dignité de chacun et de sa singularité constitue le fil conducteur.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 27 et 28 octobre 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Garantir le respect des droits des usagers
- ▶ Améliorer la relation avec l'utilisateur

Objectifs de formation

- ▶ Connaître les dispositions réglementaires applicables en matière de prise en charge
- ▶ Appréhender la mise en œuvre du concept de bien-être dans le cadre de la prise en charge en CADA
- ▶ Interroger ses pratiques et le sens de sa mission auprès des usagers
- ▶ Définir des critères d'alerte en matière de maltraitance

CONTENU

- * Statut de l'utilisateur et la mise en œuvre des droits des usagers
- * Concept de bien-être :
 - ses composantes
 - sa concrétisation dans l'accompagnement en CADA

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant en CADA

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Exercices pratiques
- ▶ Echange et analyse de pratiques

LES RESPONSABILITÉS DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR SOCIAL

Au-delà de formaliser les droits et les devoirs réciproques, le contrat de séjour contribue également à la responsabilisation des acteurs. En effet, la responsabilité des usagers et celle des directeurs d'établissement peut être engagée en cas de litige ou de difficulté lors de la mise en œuvre du contrat de prise en charge. D'où la nécessité de bien maîtriser les règles juridiques qui encadrent l'accueil et l'hébergement de l'usager.

CONTENU

- * Responsabilité des institutions et des professionnels
- * Responsabilité civile, délictuelle et contractuelle
- * Exécution du contrat
- * Responsabilité pénale

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel chargé de l'encadrement d'une structure du secteur social

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 05 et 06 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ S'adapter aux exigences et obligations contractuelles
- ▶ Prévenir et gérer les risques en matière administrative, civile et pénale
- ▶ Garantir les droits et les obligations des usagers et de l'établissement

Objectifs de formation

- ▶ Appréhender les notions de responsabilité administrative, civile et pénale
- ▶ Maîtriser la procédure et les outils de sanction

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange et analyse de pratiques

LA CONDUITE D'UNE DÉMARCHE D'ÉVALUATION INTERNE EN CADA

La démarche d'évaluation interne représente pour les centres d'accueil pour demandeurs d'asile l'occasion d'engager de façon collective un débat sur la qualité des services proposés aux personnes en demande d'asile. En ce sens, l'évaluation vise non seulement à faire évoluer les pratiques et compétences mais aussi à valoriser l'action conduite au quotidien par les professionnels.

Durée	2 jours
Coût	400 euros
Dates	21 et 22 mai 2012

CONTENU

- * Retour sur le contexte réglementaire
- * Processus d'évaluation : définitions, composantes et étapes
- * Outils existants
- * Définition des conditions de l'évaluation
- * Erreurs à éviter dans la conduite d'une démarche d'évaluation
- * Articulation entre l'évaluation interne et évaluation externe

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel chargé de l'encadrement d'une structure du secteur social

Objectifs professionnels

- ▶ Appréhender la démarche d'évaluation interne en CADA
- ▶ Maîtriser les thématiques et les outils permettant d'apprécier l'activité et la qualité du service rendu

Objectifs de formation

- ▶ Comprendre les obligations et les enjeux de l'évaluation interne en CADA
- ▶ Découvrir les principales méthodes d'évaluation et référentiels utilisés par le secteur social et médico-social
- ▶ Maîtriser les différentes étapes de l'évaluation interne au sein de son établissement
- ▶ Appréhender les modalités d'élaboration d'un référentiel propre à son établissement

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Exercices pratiques, travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

PRÉPARER ET GÉRER LA SORTIE DES RÉFUGIÉS ET DES DÉBOUTÉS DES CADA

INCONTOURNABLE

Afin de réduire les difficultés que présente la mission de sortie confiée aux CADA, les professionnels de l'hébergement se doivent d'anticiper et de préparer la sortie dès l'arrivée des usagers en centre. En effet, la gestion de la sortie implique la recherche d'une orientation adaptée à chaque usager, qu'il soit réfugié ou débouté, et la mise en place d'un réseau de partenaires associatifs et institutionnels susceptibles d'être mobilisés.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 23 et 24 avril 2012

CONTENU

- * Autonomisation des réfugiés par l'ouverture de leurs droits et leur inscription dans les dispositifs spécifiques
- * Personnalisation de l'accompagnement par l'emploi
- * Accès au logement des réfugiés : approche individuelle et collective
- * Spécificité de l'accompagnement des déboutés vers la sortie
- * Préparation de l'usager à la décision de rejet

Objectifs professionnels

- ▶ Connaître les différents dispositifs et alternatives à portée des usagers, quelle que soit l'issue de leur dossier
- ▶ Impulser l'autonomisation de l'usager
- ▶ Savoir se préparer et préparer l'usager à la sortie du CADA dans le cadre d'un travail d'équipe

Objectifs de formation

- ▶ Connaître les différents dispositifs permettant la sortie des CADA
- ▶ Acquérir une vision à long terme du parcours du demandeur d'asile

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange de pratiques

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant en CADA

ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ET JEUNES MAJEURS ÉTRANGERS

- Prise en charge et accompagnement des mineurs isolés étrangers 44
- La demande d'asile des mineurs isolés étrangers. 45
- Les enfants de l'exil : quel type d'accompagnement ? 46
- Mineurs étrangers et accès à la majorité 47
- Mineurs isolés étrangers : informations préoccupantes et signalement 48
- Mineurs isolés étrangers : du secret professionnel au partage d'informations 49



PRISE EN CHARGE ET ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS

Les mineurs étrangers isolés se situent au croisement de deux dispositifs légaux qui poursuivent des objectifs parfois contradictoires. D'un côté, le droit français de la protection de l'enfance leur est applicable, quelle que soit leur nationalité. D'un autre côté, les mineurs isolés étrangers sont confrontés à la législation relative au séjour et à l'entrée des étrangers en France. Aussi, la prise en charge socio-éducative et administrative des mineurs étrangers isolés requiert un savoir spécifique, lié autant à la complexité de leur situation juridique qu'aux conséquences socio-psychologiques de leur parcours migratoire.

Durée 3 jours

Coût 550 euros

Dates 14, 15 et 16 novembre 2011
28, 29 et 30 mars 2012

CONTENU

- * Présentation du public
- * Enjeux de la protection des mineurs isolés étrangers
- * Etat des dispositifs et des politiques publiques
- * Accompagnement juridique des mineurs isolés étrangers
- * Question de l'interculturalité dans la prise en charge du mineur

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel du secteur de la protection de l'enfance
- ▶ Tout professionnel en contact avec des mineurs isolés étrangers

Objectifs professionnels

- ▶ Savoir répondre à la dimension administrative et juridique de la prise en charge des mineurs isolés étrangers
- ▶ Trouver les solutions socio-éducatives les mieux adaptées à la situation des mineurs isolés étrangers
- ▶ Connaître l'impact socio-psychologique de l'exil dans la construction du mineur

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser le dispositif de prise en charge administrative des mineurs isolés étrangers
- ▶ Maîtriser les aspects juridiques liés à leur séjour en France
- ▶ Identifier les besoins éducatifs et psychologiques des mineurs isolés étrangers
- ▶ Connaître l'impact de l'exil sur le vécu des mineurs

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas à partir de l'expérience professionnelle des participants

INCONTOURNABLE

LA DEMANDE D'ASILE DES MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS

NOUVEAUTÉ

Malgré une augmentation récente, la demande d'asile des mineurs isolés étrangers reste faible, environ 600 demandes en France en 2010. Cette voie d'accès au séjour est en effet peu utilisée par les professionnels accompagnant ces jeunes car souvent perçue comme longue, incertaine ou tout simplement méconnue. Pourtant, certains mineurs relèvent bien de ce cadre et doivent pouvoir accéder à une protection internationale. Savoir orienter le jeune vers cette démarche et l'accompagner nécessite donc d'en connaître les enjeux et de cerner les difficultés qu'elle peut représenter pour le mineur.

Durée	2 jours
Coût	400 euros
Dates	20 et 21 février 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Savoir évaluer la pertinence d'une demande d'asile pour un mineur
- ▶ Faciliter l'accès du mineur isolé étranger à une protection internationale
- ▶ Améliorer l'accompagnement juridique du mineur isolé étranger en coordination avec l'ensemble des professionnels concernés

CONTENU

- * Pertinence d'une demande d'asile quant à l'accès au séjour
- * Rappel du cadre juridique de la demande d'asile
- * Représentation légale du mineur isolé étranger durant sa demande d'asile
- * Prise en compte de la minorité dans les critères de détermination d'une protection
- * Barrières psychologiques et socioculturelles à l'investissement du mineur dans sa demande d'asile

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser les différentes voies d'accès au séjour selon l'âge
- ▶ Connaître les spécificités de la demande d'asile d'un mineur
- ▶ Identifier les chances et les risques liés à la démarche de demande d'asile
- ▶ Apprendre à préparer le jeune à cette procédure et à favoriser son implication

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas à partir de l'expérience professionnelle des participants

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel chargé de l'accompagnement administratif et juridique de ce public
- ▶ Tout professionnel en contact avec des mineurs isolés étrangers

LES ENFANTS DE L'EXIL : QUEL TYPE D'ACCOMPAGNEMENT ?

Tout comme pour leurs parents, la fuite, la violence, le deuil, l'exil et l'attente influent indéniablement sur la façon dont les enfants de demandeurs d'asile appréhendent leur présent et leur nouvel environnement social. Les professionnels de l'intervention sociale peuvent aider ces enfants à se reconstruire en France. Aussi, quel est le contenu de leurs missions, notamment en milieu protégé ? Quelles sont les limites de leur intervention ? Comment peuvent-ils guider et soutenir les parents et l'institution scolaire ?

CONTENU

- * Théorie des liens d'attachement : impact des ruptures et des déplacements non préparés
- * Changements de repères en matière d'éducation des enfants : le passage de sociétés holistes à des sociétés individualistes
- * Spécificité de l'accompagnement des adolescents : l'importance de l'histoire des parents dans la question de l'appartenance

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des mineurs étrangers ou des familles en demande d'asile

Durée	2 jours
Coût	400 euros
Dates	05 et 06 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Accompagner et répondre aux besoins spécifiques des enfants et des familles en demande d'asile

Objectifs de formation

- ▶ Accéder à des outils d'analyse, de recherche et de sens dans les accompagnements des enfants de l'exil
- ▶ Savoir situer les responsabilités, la place, les fonctions et les limites de l'intervention
- ▶ Identifier les partenaires institutionnels

Méthode pédagogique

- ▶ Approche théorique pluridisciplinaire : historique, anthropologique, sociologique et psychologique
- ▶ Pédagogie interactive sollicitant la réflexion et l'implication des participants
- ▶ Analyse de situations où des apports théoriques seront associés à la réflexion commune

MINEURS ÉTRANGERS ET ACCÈS À LA MAJORITÉ

Selon qu'il soit né en France ou à l'étranger, qu'il soit accompagné ou isolé, qu'il soit arrivé par le biais du regroupement familial ou en dehors de toute procédure, la situation d'un mineur étranger au regard du séjour diverge. Le professionnel chargé de son accompagnement se doit donc de bien maîtriser les règles relatives au séjour et à la nationalité, en tenant compte du statut spécifique des mineurs accédant à l'âge de la majorité.

CONTENU

- * Conditions d'admission au séjour des mineurs étrangers et des jeunes majeurs
- * Situation spécifique des mineurs étrangers isolés demandeurs d'asile
- * Différentes voies d'accès à la nationalité française
- * Eloignement du territoire des mineurs étrangers devenus majeurs

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès de mineurs et de jeunes majeurs étrangers

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 16 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux mineurs étrangers accédant à l'âge de la majorité
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des usagers

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser les différentes possibilités d'accès au séjour ou à la nationalité française
- ▶ Cerner la protection dont bénéficie l'étranger mineur devenu majeur au vu des mesures de reconduite à la frontière

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas

MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS: INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES ET SIGNALEMENT

En matière de protection de l'enfance, le signalement permet d'informer les autorités compétentes d'une situation de danger. Parce qu'il a pour effet de déclencher l'intervention de l'Etat (Parquet, Aide Sociale de l'Enfance), le signalement constitue, au sens propre du terme, un « acte de langage ». Il s'élabore dans des écrits qui visent à décrire une situation singulière et à l'évaluer à l'aune du danger ou du « risque de danger » couru par l'enfant.

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 29 février 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer sa pratique professionnelle dans le domaine de la protection de l'enfance
- ▶ Apprendre à relativiser et à temporer le « faux danger »

CONTENU

- * Circuit du signalement judiciaire et du signalement administratif
- * Rôle des cellules départementales de signalement
- * Obligation de signaler, risques liés au signalement et à l'absence de signalement
- * Contenu du signalement : éléments indispensables
- * Prise en compte du destinataire du signalement
- * Mise en forme du signalement

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser le cadre du signalement
- ▶ Améliorer ses écrits aux fins d'un signalement

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel du secteur de la protection de l'enfance
- ▶ Tout professionnel intervenant auprès de mineurs étrangers

MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS: DU SECRET PROFESSIONNEL AU PARTAGE D'INFORMATIONS

Dans le domaine de la protection de l'enfance, le secret professionnel a toujours permis de mettre la confiance au cœur des fonctions sociales, tout en contraignant souvent les professionnels à faire face à des contradictions. Les conditions d'arrivée des mineurs isolés étrangers sur le territoire et leur vécu dans le pays d'origine justifient une attention particulière en matière de partage d'informations. La loi du 5 mars 2007 sur la protection de l'enfance permet aux professionnels de s'appuyer sur la notion de secret partagé pour favoriser le partage d'informations à caractère confidentiel. Cela nécessite une évaluation des pratiques professionnelles pour en maîtriser le cadre.

Durée	1 jour
Coût	200 euros
Dates	27 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Etre en mesure de déterminer des critères de partage d'informations
- ▶ Mettre en œuvre le secret partagé

Objectifs de formation

- ▶ Connaître la réglementation relative au secret professionnel et au secret partagé
- ▶ Se situer entre le secret professionnel et le droit à l'information

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

CONTENU

- * Apports des lois du 5 mars 2007 sur la protection de l'enfance et la prévention de la délinquance
- * Secret professionnel et secret partagé : définitions, principes et cadre légal
- * Exceptions et limites à la règle du secret
- * Sanctions en cas de violation du secret professionnel
- * Articulation entre le devoir de protéger et le devoir d'informer

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel du secteur de la protection de l'enfance
- ▶ Tout professionnel intervenant auprès de mineurs étrangers

OUTILS ET PRATIQUES DU TRAVAIL SOCIAL

- Sens et finalité de la relation d'aide 51
- La distanciation dans le travail social 52
- Mieux communiquer en situation d'entretien. 53
- Communiquer avec l'utilisateur non-francophone 54
- Le travail social en situation interculturelle 55
- Appréhender le fait religieux dans le travail social 56
- Les travailleurs sociaux face aux discriminations..... 57
- La gestion du stress..... 58
- Médiation et gestion des conflits 59
- Prévention et traitement de la violence..... 60
- Conduite de projet en animation socioculturelle 61
- Travailler avec des groupes d'utilisateurs..... 62



SENS ET FINALITÉ DE LA RELATION D'AIDE

INCONTOURNABLE

La relation d'aide se trouve au cœur des missions confiées aux professionnels du champ social. Il s'agit pour le travailleur social non pas de se substituer à la personne auprès de laquelle il intervient mais bien de l'accompagner et de l'aider à faire ses propres choix. Aussi, comment parvenir à créer une relation de confiance avec l'usager ? Comment s'impliquer tout en gardant suffisamment de distance ? Comment impulser l'autonomie des personnes accompagnées ?

CONTENU

- * Définition de la relation d'aide
- * Positionnement de l'intervenant social dans une relation d'aide
- * Entretien comme outil de régulation de la relation d'aide
- * Ecoute et reformulation empathique
- * Angoisse dans la relation d'aide

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public demandeur d'asile

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 03 et 04 octobre 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Connaître les spécificités de la relation d'aide en CADA
- ▶ Se situer et situer l'usager dans la relation d'aide
- ▶ Améliorer la relation avec l'usager
- ▶ Favoriser l'expression de son interlocuteur

Objectifs de formation

- ▶ Identifier la nature de la relation d'aide
- ▶ Comprendre les situations de détresse liées à la migration et à l'exil
- ▶ Se familiariser avec l'entretien comme outil de régulation de la relation d'aide
- ▶ Renforcer ses capacités d'implication empathique
- ▶ Développer des compétences relationnelles face à l'altérité

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Mise en situation
- ▶ Echanges sur les pratiques

LA DISTANCIATION DANS LE TRAVAIL SOCIAL

INCONTOURNABLE

La distanciation, notion empruntée à la dramaturgie, constitue un processus dans lequel devrait s'inscrire tout professionnel de l'action sociale dont la mission repose sur la création de liens avec l'autre. Cette posture lui permet notamment de comprendre et de gérer les écarts entre ses propres représentations et celles de la personne qu'il accompagne. Cette recherche d'«équilibre relationnel et émotionnel» apparaît comme un préalable indispensable à une aide efficace basée sur la confiance, l'écoute et la compréhension de l'autre.

CONTENU

- * Comprendre la distanciation comme processus de mise à distance
- * Autour de la notion de rôle : rôle social et rôle professionnel
- * L'autre, la rencontre : travail sur les représentations et sur ce qu'elles induisent
- * Accompagnement et relation d'aide : établir une cartographie des pratiques
- * Quelles règles pour l'instauration d'une « bonne » distanciation ?
- * Apprendre à identifier, à nommer et à gérer ses émotions

Durée	2 jours
Coût	400 euros
Dates	24 et 25 novembre 2011 24 et 25 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Se positionner et positionner l'utilisateur dans l'accompagnement
- ▶ Comprendre, mesurer, gérer son implication personnelle dans la relation à l'utilisateur
- ▶ Gagner en aisance et en efficacité dans l'aide apportée aux demandeurs d'asile et aux réfugiés

Objectifs de formation

- ▶ Intégrer la nécessité de distanciation
- ▶ Comprendre les tenants et les aboutissants du processus de distanciation dans la relation d'aide

Méthode pédagogique

- ▶ Exercices individuels et travail de groupe
- ▶ Jeux de rôles et mises en situation

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de l'intervention sociale

MIEUX COMMUNIQUER EN SITUATION D'ENTRETIEN

Véritable outil de communication, l'entretien peut se définir comme étant une relation entre deux personnes désireuses d'échanger des informations sur un sujet précis et dans un but clairement défini. Il s'agit par ailleurs d'un des piliers des pratiques professionnelles de l'accompagnement social. C'est un moment privilégié, fort pour les interlocuteurs, où chacun pourra focaliser toute son attention sur l'autre, s'ajuster au fur et à mesure et ainsi créer les conditions d'un échange direct et constructif. Cependant, pour être efficace, l'entretien se prépare, se conduit et se conclut.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 27 et 28 février 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Gagner en aisance et en efficacité dans la conduite d'un entretien professionnel

Objectifs de formation

- ▶ Identifier différents types d'entretiens professionnels
- ▶ Accéder à des repères pour se préparer à un entretien
- ▶ Pratiquer une écoute active et empathique
- ▶ Comprendre la finalité de l'entretien dans l'accompagnement social

CONTENU

- * Spécificité et typologie des entretiens professionnels
- * Préparation et structuration d'entretiens (de l'ouverture jusqu'à la conclusion)
- * Attitudes, outils et techniques de l'écoute active et empathique
- * Dynamique et influence du langage non verbal dans la relation de face à face
- * Gestion de propos ou de comportements ressentis comme déstabilisants

Méthode pédagogique

- ▶ Eclairages théoriques et apports méthodologiques
- ▶ Jeux de rôle, mises en situation et analyse en commun
- ▶ Tests et exercices spécifiques à l'entretien

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de l'intervention sociale

COMMUNIQUER AVEC UN USAGER NON-FRANCOPHONE

Toute relation d'aide ou d'accompagnement suppose une communication entre l'utilisateur et l'intervenant social. Face à un public non-francophone, celle-ci peut sembler plus complexe. Si dans le cadre de l'aide au récit, l'intervenant social peut faire appel à un interprète pour optimiser sa communication avec l'utilisateur non-francophone, au quotidien il est souvent contraint d'improviser des solutions. Aussi, comment l'intervenant social peut-il parvenir à se faire comprendre et à être compris par l'utilisateur non-francophone ?

CONTENU

- * Introduction à la communication interpersonnelle
- * Langage non-verbal : l'espace physique, l'espace vocal
- * Entretien de face à face avec l'utilisateur non-francophone
 - la préparation de l'entretien
 - l'écoute empathique : attitudes et techniques

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec un public non-francophone

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 03 et 04 novembre 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Donner et collecter des informations simples, claires et précises au-delà de la barrière de la langue
- ▶ Développer sa communication non-verbale pour mieux se faire comprendre des usagers non-francophones

Objectifs de formation

- ▶ Prendre conscience de l'importance du langage non-verbal dans les échanges interculturels
- ▶ Repérer et identifier les éléments qui vont clarifier la communication avec les usagers non-francophones
- ▶ Développer et maîtriser son expression physique et vocale pour mieux se faire comprendre des usagers non-francophones
- ▶ Apprendre à expliquer de façon simple et concrète et à faire appel aux images et aux sons
- ▶ Savoir observer et décrypter les comportements de son interlocuteur

Méthode pédagogique

- ▶ Eclairages théoriques
- ▶ Exercices individuels, en binôme et collectifs et mutualisation des résultats
- ▶ Autoscopie permettant aux participants de repérer leurs points forts et leurs axes d'amélioration

LE TRAVAIL SOCIAL EN SITUATION INTERCULTURELLE

L'accompagnement social de personnes étrangères interroge souvent la pratique des professionnels de l'action sociale. La relation d'aide en situation interculturelle serait rendue plus complexe du fait des différences culturelles en jeu. Or, ces différences sont parfois surestimées et surinvesties, ce qui contribue à ce qu'une difficulté, une incompréhension, soit attribuée à une différence culturelle plutôt qu'à une différence avec l'autre. Toute démarche interculturelle doit pourtant s'appuyer sur une compréhension mutuelle et sur l'acceptation de la différence de l'autre en tant qu'individu et non pas simplement en tant qu'étranger.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 08 et 09 décembre 2011
08 et 09 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Mieux communiquer en situation interculturelle
- ▶ Savoir repérer les tensions et les conflits dus à l'incompréhension et à déstabilisation culturelle
- ▶ Savoir se situer de façon constructive dans des situations a priori contradictoires (entre adultes, en équipe, avec les enfants et leur famille)

CONTENU

- * Culture et Interculturalité
- * Communication en situation multiculturelle
- * Transformer les barrières culturelles en atouts
- * Mobiliser les ressources pour dépasser les chocs culturels
- * Co-construire la relation d'aide

Objectifs de formation

- ▶ Appréhender la notion de culture
- ▶ Appréhender la relation d'aide en situation interculturelle
- ▶ Développer la compétence interculturelle

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Travail en individuel et en groupe et mutualisation des résultats

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de l'intervention sociale

APPRÉHENDER LE FAIT RELIGIEUX DANS LE TRAVAIL SOCIAL

NOUVEAUTÉ

La question de la place du religieux dans le domaine public a été réactivée en raison des apports culturels et religieux de populations aux origines diverses. Parfois en omettant l'aspect culturel des pratiques observées. Comment, dans sa pratique, placer une frontière entre ce qui relève du religieux et ce qui relève du culturel, tout en maintenant une relation basée sur la confiance et en dehors de tout jugement ? Comment expliquer ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas au regard des textes qui régissent l'accueil en structures d'hébergement, mais aussi au regard de la loi ?

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 10 et 11 mai 2012

CONTENU

- * Fait religieux et notion de laïcité : principes anthropologiques, sociologiques et philosophiques
- * Situations migratoires contemporaines en France et environnement politique, économique et culturel
- * Diversité des publics à travers la prise en compte des dimensions religieuses
- * Prise en compte du fait religieux dans la relation avec l'utilisateur
- * Situations « critiques » qui interrogent le rôle et la fonction des professionnels et les principes laïques qui guident leur action

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer son positionnement par rapport au fait religieux dans le travail social
- ▶ Elaborer des réponses éducatives respectueuses des croyances de chacun, des principes laïques et des valeurs portés par les établissements
- ▶ Comprendre la signification du fait religieux dans la relation avec l'utilisateur

Objectifs de formation

- ▶ Clarifier les composantes du fait religieux
- ▶ Appréhender les spécificités religieuses organisant les relations sociales et familiales
- ▶ Différencier les notions de culture, de traditions et les formes de religiosité
- ▶ Analyser les pratiques religieuses actuelles et les mettre en perspective avec l'exigence d'une démarche laïque

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Mise en situation
- ▶ Analyse et échange de pratiques

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de l'intervention sociale

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX FACE AUX DISCRIMINATIONS

NOUVEAUTÉ

Les inégalités de traitement à caractère discriminatoire ont des répercussions sur les parcours des étrangers et des populations d'ascendance étrangère. Reconnues et combattues par un appareil législatif, les discriminations relèvent de processus complexes liés à un ensemble de facteurs sociaux, psychologiques, économiques, etc. Les professionnels du secteur social exerçant leurs missions auprès des populations étrangères peuvent être les témoins de ces inégalités. L'éthique de leur engagement les amène à se positionner et à réfléchir aux risques que comportent l'existence de représentations, de pratiques sociales qui souvent, sans désigner un auteur précis, tendent à alimenter, à renforcer des processus discriminatoires.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 26 et 27 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer l'information proposée aux usagers en matière de discriminations
- ▶ Savoir se situer de façon constructive face à des situations discriminatoires

Objectifs de formation

- ▶ Comprendre les processus discriminatoires et leur traitement
- ▶ Identifier les mécanismes sociaux et psychosociaux au fondement de ces inégalités
- ▶ Appréhender le rôle des professionnels face aux discriminations

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Etude de cas et jeux de rôle

CONTENU

- * Clarification des concepts
- * Diversité des discriminations et leur traitement juridique
- * Distinguer les différents processus : ethnocentrisme, racisme, discriminations directes et indirectes

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de l'intervention sociale

LA GESTION DU STRESS

L'urgence, l'agressivité, la détresse psychologique et sociale de l'utilisateur, voire des conditions de travail difficiles, peuvent constituer, avec d'autres, des facteurs générateurs de stress. Comment y faire face ? Quels sont les mécanismes par lesquels le stress s'installe et quelles sont ses conséquences sur l'individu et l'activité ? Comment transformer son stress de façon positive et comment adapter son comportement dans des situations génératrices de stress ?

CONTENU

- * Deux grands types de stress
- * Sources du stress et cycle du changement
- * Maîtrise du stress
- * Travail corporel : un moyen efficace pour gérer le stress

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout public

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 22 et 23 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Faire face aux pressions professionnelles
 - ▶ Trouver des solutions pertinentes d'amélioration ou d'adaptation des comportements face aux tensions et conflits
-

Objectifs de formation

- ▶ Savoir analyser ses émotions
 - ▶ Savoir affronter et s'affirmer dans des situations difficiles
 - ▶ Gérer et réduire les conséquences du stress
 - ▶ Transformer le stress en énergie positive
-

Méthode pédagogique

- ▶ Eclairages théoriques
- ▶ Analyse de situations

MÉDIATION ET GESTION DES CONFLITS

Dans leurs relations avec les usagers, les travailleurs sociaux sont parfois confrontés à des conflits et amenés à jouer un rôle de médiateur. Cette médiation interroge la fonction même du travailleur social, surtout lorsque son intervention n'est pas sollicitée par l'usager. La disponibilité des professionnels et la qualité de leur accompagnement peuvent également être affectées en cas de conflit au sein des institutions ou des équipes. D'où l'importance d'analyser toutes les sources de tension afin d'élargir ses possibilités de résolution.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 1^{er} et 02 décembre 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Prévenir et gérer les situations de conflit
- ▶ Savoir comment faire face au conflit
- ▶ Expérimenter la posture de tiers dans les relations
- ▶ Distinguer les ressources culturelles de l'instrumentalisation du culturel

CONTENU

- * Définition et traitement du conflit
- * Stratégies et clés pour gérer les conflits
- * Médiation : définition, présentation, mise en situation
- * Analyse de situations conflictuelles attribuées à des différences culturelles
- * Stratégies de contact interculturel : de l'exclusion à la coopération

Objectifs de formation

- ▶ Se positionner en situation conflictuelle
- ▶ S'initier au processus de médiation
- ▶ Savoir faire émerger des solutions par les personnes
- ▶ Appréhender les différences culturelles dans la gestion des conflits

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Travail en individuel et en groupe et mutualisation des résultats

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de l'intervention sociale

LA PRÉVENTION ET LE TRAITEMENT DE LA VIOLENCE

Dans le cadre de leurs missions, les professionnels de l'action sociale peuvent faire l'objet d'injures, de menaces, d'agressions, voire d'actes de violence de la part des personnes qu'ils accompagnent. Ces comportements témoignent souvent d'un mal être psychique lié à des difficultés de tout ordre. Au-delà de la compréhension des ressorts de l'agressivité et de la violence, il s'agit pour le professionnel de l'action sociale d'accéder à des outils lui permettant de prévenir et de gérer ce type de situation.

CONTENU

- * Connaissance et compréhension des phénomènes de violence
- * Agressivité comme mode de communication
- * Positionnement du professionnel face à ces comportements
- * Régulation de la violence et de l'agressivité
- * Conduites sécurisantes

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de l'intervention sociale

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 02 et 03 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Anticiper et prévenir les risques de tension avec l'utilisateur
- ▶ Faire face à l'agressivité et à la violence de l'utilisateur

Objectifs de formation

- ▶ Identifier et comprendre les mécanismes déclencheurs de l'agressivité ou de la violence verbale ou physique
- ▶ Repérer et évaluer les comportements agressifs ou violents
- ▶ Acquérir des moyens pour prévenir ou faire face à l'agressivité ou à la violence
- ▶ Développer une attitude et une conduite sécurisante face à des comportements violents ou agressifs

Méthode pédagogique

- ▶ Réflexion à partir des situations personnelles et professionnelles des participants
- ▶ Mises en situation

CONDUITE DE PROJET EN ANIMATION SOCIOCULTURELLE

Pour mener à bien un projet socio-culturel, il est indispensable de savoir se positionner dans un contexte mouvant et complexe. Sa mise en œuvre suppose de connaître et d'être à l'écoute du territoire dans lequel on évolue, de définir des objectifs clairs et de savoir les communiquer. Réussir à mobiliser les personnes autour d'une dynamique de projet n'est pas toujours évident : il faut être inventif et savoir développer des partenariats internes et externes à l'organisation, tout en s'assurant d'une gestion financière et administrative saine du projet et d'une évaluation de ses résultats. Conçue dans une perspective interdisciplinaire, cette formation propose des outils pour accompagner ces projets avec efficacité.

CONTENU

- * Analyse des besoins (besoins objectifs et ressentis, la question de l'interculturel, réussir à susciter la motivation et à faire participer)
- * Gestion de projet (initialisation et déroulement du projet)
- * Construire une action d'animation (méthodologie d'élaboration, mise en œuvre des méthodes pédagogiques, techniques d'animation)

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de l'intervention sociale

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 07 et 08 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Mettre en œuvre une méthodologie de gestion de projet
- ▶ Renforcer ses qualités d'animateur
- ▶ Trouver l'équilibre entre dynamique de projet et contraintes d'organisation et de budget

Objectifs de formation

- ▶ Maîtriser les différentes étapes de la mise en œuvre d'un projet d'animation
- ▶ Renforcer ses compétences en conduite de projet et acquérir des outils de gestion
- ▶ Optimiser son mode de fonctionnement et mettre en place de nouvelles stratégies

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Travail en individuel et en groupe et mutualisation des résultats

TRAVAILLER AVEC DES GROUPES D'USAGERS

Qu'elles aient une visée d'information, de sensibilisation, d'autonomisation ou qu'elles soient simplement récréatives, de multiples activités mises en œuvre par les professionnels intervenant dans des structures d'accueil et d'hébergement sont réalisées en face à face avec des groupes d'utilisateurs. La connaissance et la maîtrise des méthodologies de travail adaptées à ce contexte permettent d'intervenir en fonction des caractéristiques du groupe, de sa dynamique et des objectifs de travail spécifiques proposés. Comment optimiser ce type d'intervention au bénéfice des usagers ? Quelles sont les démarches de travail propres au travail social et éducatif avec les groupes ? Comment les mettre en œuvre ?

CONTENU

- * Place des usagers dans le dispositif social et médico-social
- * Dimensions psychosociologiques et ses types de fonctionnement du groupe
- * Rôle du travailleur social dans un contexte d'intervention auprès des groupes
- * Maîtrise des outils et des méthodes requis dans ce cadre de travail

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant en CADA

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 26 et 27 janvier 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Connaître et développer les conditions de mise en œuvre de l'intervention éducative et sociale avec des groupes d'utilisateurs
- ▶ Repérer les potentialités et les difficultés propres au fonctionnement des groupes
- ▶ Savoir animer et conduire des activités avec des groupes

Objectifs de formation

- ▶ Concevoir et perfectionner l'élaboration des méthodologies de travail social avec les groupes
- ▶ Réfléchir aux obstacles rencontrés dans ce contexte de travail et aux stratégies permettant de les surmonter

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Exercices pratiques et mises en situation
- ▶ Analyse collective d'expériences professionnelles des participants

SANTÉ DES MIGRANTS

- Psychotraumatismes chez les réfugiés 64
- Du deuil à la reconstruction de soi 65
- La prise en charge médico-psychologique des victimes de guerre et de violence extrême 66
- Accompagner les migrants dans leurs démarches de santé 67
- Les actions de prévention santé auprès de migrants 68
- Les représentations socioculturelles de la santé et de la maladie 69



H

PSYCHOTRAUMATISMES CHEZ LES RÉFUGIÉS

INCONTOURNABLE

Parce qu'ils ont été exposés à la barbarie, à la cruauté, à la torture ou à des traitements inhumains et dégradants, les réfugiés manifestent souvent des symptômes de détresse psychologique : revécu persistant de l'évènement traumatique, amnésie totale ou partielle, irritabilité, troubles du comportement, conduites addictives.... Afin que les personnes bénéficient d'une prise en charge adaptée, les professionnels de l'action sociale doivent être en mesure de repérer les signes de détresse des personnes qu'elles accompagnent.

CONTENU

- * Impact psychologique de la guerre, de la torture et de la répression
- * Prise en charge psychologique et le suivi médical
- * Troubles comportementaux chez les enfants exposés à des violences
- * Impact des violences sur la dynamique familiale
- * Les victimes de violences sexuelles
- * Positionnement des travailleurs sociaux

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public demandeur d'asile ou réfugié

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 12 et 13 décembre 2011

16 et 17 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Mieux communiquer avec les usagers par une meilleure appréhension des phénomènes traumatiques
- ▶ Être en mesure d'évaluer l'urgence d'une consultation médicale et/ou psychologique
- ▶ Orienter les personnes vers les professionnels les plus appropriés

Objectifs de formation

- ▶ Connaître les références psychopathologiques à propos du psychotraumatisme
- ▶ Donner des repères cliniques concernant les réactions spécifiques aux violences intentionnelles : prise en compte de la dimension interculturelle
- ▶ Donner des indicateurs cliniques en fonction des classes d'âge et des types de violence subie par les enfants et adolescents confrontés aux violences collectives
- ▶ Apporter des repères en matière d'orientation médico-psychologique et comprendre l'importance du travail en réseau
- ▶ Connaître les compétences et les limites de l'intervention sociale

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange et analyse de pratiques et de situations concrètes amenées par les participants

DU DEUIL À LA RECONSTRUCTION DE SOI

Si la reconnaissance statutaire met un terme à un parcours d'obstacles et permet au réfugié de se sentir reconnu dans sa souffrance, il impulse également un douloureux travail intérieur : le travail du deuil. Le deuil du pays d'origine, le deuil suite à la perte de proches mais aussi le deuil d'une position et d'une situation sociale. Ce deuil est pourtant une étape nécessaire dans la vie du réfugié car il représente un chemin à parcourir afin de se reconstruire.

CONTENU

- * Départ traumatique et les répercussions des violences sur le psychisme
- * Fractures de l'exil
- * Le travailleur social face aux signes de la souffrance
- * Deuils nécessaires et oubliés impossibles
- * Deuil et exil : l'importance des rituels
- * Une nouvelle construction vers une identité ouverte

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public demandeur d'asile ou réfugié

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 13 et 14 février 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Savoir écouter, observer et comprendre la parole et les attitudes du réfugié afin d'appréhender le travail de reconstruction durant les différentes étapes de l'accompagnement

Objectifs de formation

- ▶ Identifier les mécanismes de défense mis en place par le réfugié
- ▶ Donner des informations et des repères théoriques transdisciplinaires (psychologie, sociologie) à propos de l'exil, des mécanismes du deuil et de leurs manifestations cliniques

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange et analyse de pratiques et de situations concrètes amenées par les participants

LA PRISE EN CHARGE MÉDICO-PSYCHOLOGIQUE DES VICTIMES DE GUERRE ET DE VIOLENCE EXTRÊME

La recrudescence des demandes de soins émanant de personnes réfugiées et victimes de persécutions confrontent les professionnels du soin à des situations cliniques complexes et parfois inédites, dont la gravité nécessite des réponses adaptées et urgentes. La nature des événements subis par certaines victimes, portant atteinte aux fondements même de l'appartenance à l'humanité, peut induire chez le thérapeute, assimilé à un « témoin », des réactions contre-transférentielles violentes, dont la reconnaissance et l'analyse clinique sont indispensables à la poursuite des prises en charge.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 21 et 22 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Être capable de faire une évaluation psychologique des victimes de torture et de violences extrêmes
- ▶ Faire face à des situations cliniques complexes

Objectifs de formation

- ▶ Identifier les pathologies spécifiques et complexes des victimes de violences extrêmes
- ▶ Acquérir des outils de compréhension, techniques, théoriques et pratiques sur la prise en charge médico-psychologique des réfugiés

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange et analyse de pratiques et de situations concrètes amenées par les participants

CONTENU

- * Répercussions psychologiques de la violence
- * Traumatisme et phénomène de dés-humanisation
- * Symptomatologie spécifique
- * Attitude et contre-attitude
- * La fonction du témoignage
- * Rédaction d'un certificat médical : enjeux, méthode, éthique

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel de santé et du soin en contact avec des demandeurs d'asile et des réfugiés

ACCOMPAGNER LES MIGRANTS DANS LEURS DÉMARCHES DE SANTÉ

INCONTOURNABLE

La problématique de la santé des personnes hébergées interroge les travailleurs sociaux. Dans la mesure où la prise en charge médicale et les soins relèvent du corps médical, certains d'entre eux ont le sentiment de ne pas avoir d'emprise sur cette dimension de l'accompagnement. Pourtant, l'orientation des usagers vers des professionnels spécialisés suppose une bonne connaissance du système de santé, du corps médical, des examens médicaux obligatoires, des pathologies et maladies récurrentes chez les migrants

CONTENU

- * Système français d'accès aux soins
- * Spécificités des demandeurs d'asile dans la prise en charge médicale
- * Relations entre les différents acteurs : le patient, le médecin et le travailleur social
- * Rôle et fonction du travailleur social dans le suivi de la santé
- * Gestion du secret professionnel
- * Accompagnement dans une structure de santé

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des migrants

Durée	2 jours
Coût	400 euros
Dates	12 et 13 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Améliorer la prise en charge médicale des migrants

Objectifs de formation

- ▶ Développer une approche globale de la problématique de la santé et de ses acteurs
- ▶ Identifier l'origine des difficultés rencontrées dans le suivi de la santé des usagers
- ▶ Interroger les pratiques professionnelles en matière de prise en charge sanitaire des demandeurs d'asile

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange et analyse de pratiques

LES ACTIONS DE PRÉVENTION SANTÉ AUPRÈS DE MIGRANTS

Même s'ils n'ont pas vocation à se substituer au personnel de santé, les travailleurs sociaux peuvent jouer un rôle central quant à l'accès aux soins des publics qu'ils accompagnent. Ils contribuent en effet à faciliter le contact avec le corps médical, à orienter les usagers dans leurs démarches, mais aussi à les informer et à les sensibiliser sur différentes thématiques (tuberculose, diabète, maladies sexuellement transmissibles...) par le biais d'actions de prévention et de promotion de la santé. Comment mettre en place des projets qui répondent aux besoins des migrants sans pour autant les stigmatiser ? Quels thèmes aborder et comment ? Quels sont les outils et techniques à disposition des professionnels de l'action sociale ?

CONTENU

- * Identifier les besoins en matière de santé des migrants et des demandeurs d'asile
- * Définir la finalité et les objectifs d'une action de prévention destinée à ce public
- * Monter une action de prévention en matière de santé

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des migrants

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 05 et 06 décembre 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Interroger ses pratiques quant à l'information donnée aux migrants en matière de santé
- ▶ Questionner certaines idées reçues et représentations relatives aux problématiques de santé

Objectifs de formation

- ▶ Apprendre à sensibiliser les usagers aux questions d'hygiène et de santé
- ▶ Identifier les thématiques qui répondent aux besoins du public migrant
- ▶ Acquérir une méthodologie de montage et d'animation d'actions de prévention santé

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange et analyse de pratiques à partir des situations professionnelles vécues par les participants

LES REPRÉSENTATIONS SOCIOCULTURELLES DE LA SANTÉ ET DE LA MALADIE

Dans un souci de prévention et d'éducation à la santé, les acteurs de terrain ne peuvent ignorer les représentations du corps, de la santé, de la maladie et de la mort chez les populations migrantes. Les professionnels de l'action sociale sont en effet amenés à intervenir afin d'identifier la nature des symptômes et d'encourager un traitement préventif ou curatif. Il est donc indispensable d'appréhender la diversité des représentations socioculturelles de la santé et de la maladie, afin de s'interroger sur la façon dont l'interaction se construit avec l'Autre.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 25 et 26 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Optimiser la relation d'aide et la mission de conseil dans le domaine de la santé
- ▶ Développer une posture transculturelle afin d'être plus réceptifs aux plaintes psychiques et somatiques des migrants
- ▶ Renforcer sa pratique professionnelle en matière d'écoute et de médiation

Objectifs de formation

- ▶ Connaître les représentations de la souffrance et de la maladie chez des populations, en fonction de la culture d'origine
- ▶ Comprendre le regard porté par l'usager sur son corps

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange, analyse de pratiques et jeux de rôles

CONTENU

- * Modèle de l'anthropologie médicale et clinique
- * Maladie ressentie et décodée
- * Représentation de la maladie et son traitement selon la culture
- * Souffrances psychiques et l'exil
- * Freins et obstacles aux soins
- * La pratique de l'intervenant social : le travail de lien

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des migrants

LOGEMENT, EMPLOI ET INSERTION

- Les droits des réfugiés statutaires 71
- L'accompagnement social vers le logement 72
- Le droit au logement opposable en pratique.. 73
- L'accompagnement social vers l'emploi 74
- Mobiliser les acteurs de l'insertion professionnelle 75



LES DROITS DES RÉFUGIÉS STATUTAIRES

INCONTOURNABLE

Si l'obtention du statut de réfugié ouvre l'accès aux dispositifs de droit commun, elle permet aussi au réfugié d'avoir accès à des démarches dont les modalités lui sont spécifiques. Connaître ces dispositifs et la spécificité qui s'attache au statut de réfugié dans l'accès aux droits est une condition fondamentale de l'efficacité de l'accompagnement que peut offrir un travailleur social dès qu'un demandeur d'asile a obtenu ce statut.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 15 et 16 décembre 2011

CONTENU

- * Contrat d'accueil et d'intégration
- * Dispositifs relatifs aux revenus de substitution et aux prestations familiales et sociales
- * Echange du permis de conduire
- * Réunification familiale
- * Accès à la naturalisation
- * Etat civil et liberté de circulation
- * Retraite des réfugiés

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public réfugié inscrit dans une démarche d'insertion

Objectifs professionnels

- ▶ Maîtriser l'ensemble des dispositifs accessibles aux réfugiés afin d'être en capacité d'orienter les personnes vers ces différentes démarches

Objectifs de formation

- ▶ Connaître l'ensemble des dispositifs accessibles aux réfugiés statutaires
- ▶ Améliorer la qualité de l'accompagnement proposé dans le cadre des démarches d'insertion et d'intégration.

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange et analyse de pratiques

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL VERS LE LOGEMENT

INCONTOURNABLE

Le logement constitue un des leviers de l'insertion. Dans l'objectif de permettre aux personnes en difficulté de dépasser ou d'éviter l'errance résidentielle, les professionnels de l'action sociale doivent maîtriser les dispositifs permettant l'accès au logement et développer un réseau de partenaires susceptibles d'être mobilisés. Ils doivent aussi être en mesure de mettre en place et animer un « atelier logement » au bénéfice d'un public migrant.

CONTENU

- * Politique du logement en France : état des lieux, risques et enjeux
- * Acteurs du logement
- * Aides à l'accès au logement
- * Accompagnement social lié au logement
- * Ateliers de recherche logement : méthode et limites

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public migrant inscrit dans une démarche d'insertion

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 11 et 12 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Favoriser l'accès au logement d'un public migrant

Objectifs de formation

- ▶ Définir le champ d'action de l'accompagnement social lié au logement
- ▶ Appréhender le cadre réglementaire de l'accompagnement social lié au logement
- ▶ Connaître les outils qui facilitent l'accès au logement des réfugiés
- ▶ Connaître l'ensemble des dispositifs en matière de logement

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange, analyse de pratiques

LE DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE EN PRATIQUE

La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007, entrée en vigueur le 1er janvier 2008, a créé un droit au logement opposable (DALO) pour « toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière (...), n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir ». Le 1er décembre 2008, une nouvelle étape de la loi a été franchie : le juge administratif peut être saisi par toute personne sans domicile ou mal logée dont la démarche n'a pas abouti auprès de la commission de médiation, ou qui n'a pas été relogée par le Préfet dans les délais réglementaires. Quelle est la portée de la loi et son impact sur le droit et l'accès au logement ? Quelles démarches entreprendre pour exercer son droit au logement opposable ?

Durée	1 jour
Coût	200 euros
Dates	23 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Favoriser l'accès au logement d'un public migrant
-

Objectifs de formation

- ▶ Mesurer l'impact du droit au logement opposable
 - ▶ Maîtriser le cadre légal et réglementaire issu de la loi
 - ▶ Mettre en œuvre le droit au logement opposable
-

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange et analyse de pratiques

CONTENU

- * Situation du logement : état des lieux et enjeux
- * Définitions et mesures d'accompagnement prévues par la loi DALO
- * Limites de la loi
- * Mise en œuvre : le recours amiable devant la commission de médiation et le recours contentieux devant le tribunal administratif

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public migrant inscrit dans une démarche d'insertion

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL VERS L'EMPLOI

INCONTOURNABLE

Face aux difficultés d'accès à l'emploi, l'intervention de professionnels de l'insertion constitue une aide précieuse permettant au réfugié de trouver des repères pour construire sa vie professionnelle et s'autonomiser. Comment identifier et traduire utilement ses aptitudes sur le marché du travail ? Comment inscrire une recherche d'emploi, qui souvent répond à l'urgence, dans une stratégie personnalisée de construction d'un projet professionnel ? Sur quoi s'appuyer pour valoriser la spécificité et le potentiel du réfugié ?

CONTENU

- * Notions clés autour de l'insertion et de l'emploi
- * Recueil ciblé des données de vie
- * Traduction des données de vie en aptitudes
- * Traduction des aptitudes en termes de métier et l'élaboration d'un projet professionnel

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public réfugié inscrit dans une démarche d'insertion

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 1^{er} et 02 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Maîtriser les techniques et les savoirs liés à l'insertion professionnelle
- ▶ Favoriser l'accès des usagers à l'emploi

Objectifs de formation

- ▶ Comprendre la dynamique de l'insertion professionnelle
- ▶ Savoir établir un profil professionnel
- ▶ Savoir élaborer un projet professionnel
- ▶ Apprendre à s'investir sans être impliqué

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange, analyse de pratiques

MOBILISER LES ACTEURS DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Enquêter sur un métier, répondre à une offre d'emploi, rechercher un stage ... comment mettre toutes les chances de son côté, c'est-à-dire du côté de l'utilisateur, pour gagner en efficacité, en crédibilité ? Comment entretenir un contact fructueux avec les partenaires du monde du travail ? Comment représenter pour les responsables du recrutement un vivier de candidats sur lesquels ils peuvent compter ? Ces questions se posent pour tout professionnel de l'insertion qui désire découvrir ou affiner ses capacités à explorer, imaginer, convaincre.

CONTENU

- * Modes de rapport entre le conseiller d'insertion et les employeurs
- * Pratiques de recherche d'information sur un champ de métier
- * CV et la communication avec l'employeur potentiel : mise en adéquation de la proposition avec la demande

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel intervenant auprès d'un public migrant inscrit dans une démarche d'insertion

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 21 et 22 novembre 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Maîtriser l'environnement économique et social des entreprises
- ▶ Posséder un savoir expert sur les techniques et les logiques de recrutement

Objectifs de formation

- ▶ Faire le point sur la dynamique actuelle du monde de l'entreprise
- ▶ Savoir s'informer sur la vie des métiers
- ▶ Apprendre à repérer des besoins pour pouvoir y répondre
- ▶ Savoir proposer un candidat en adéquation à des besoins repérés

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Echange et analyse de pratiques
- ▶ Travail en sous-groupes et mutualisation des résultats



Cahier du social n° 24, « Répertoire national des actions en faveur de l'intégration des réfugiés », décembre 2009

Cet outil, réalisé par l'Observatoire de l'intégration des réfugiés, recense les actions existantes en matière d'intégration des réfugiés et les présente de manière synthétique, à l'usage de tous les organisations concernées par la question. Ce répertoire, effectué avec la coopération de l'ensemble des acteurs français de l'asile et de l'insertion, se veut un outil de partage et de valorisation des initiatives, qui puisse servir de base à la réflexion, à l'échange et peut-être à l'élaboration de nouveaux projets.

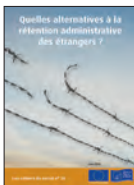
1 exemplaire 7 € ; 5 exemplaires 30 € ; 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus



Cahier du social n° 25, « Quel avenir pour les réfugiés irakiens en France? », février 2010

Depuis le printemps 2008, la France accueille des ressortissants irakiens en provenance d'Irak ou de pays limitrophes dans le cadre d'une opération spéciale. Ce programme, qui devrait concerner plus de 1 200 personnes, mobilise l'ensemble des acteurs de l'asile. Cette étude, réalisée par l'Observatoire de l'intégration des réfugiés de France terre d'asile, propose un portrait des réfugiés irakiens d'après leurs caractéristiques sociodémographiques afin d'identifier leurs perspectives d'intégration en France. L'étude restitue également le ressenti des réfugiés vis-à-vis de leur situation actuelle et donne la parole aux structures d'hébergement qui les ont accueillis. Ce cahier du social s'efforce d'identifier les enseignements à tirer pour les futures opérations de réinstallation de la France.

1 exemplaire 7 € ; 5 exemplaires 30 € ; 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus



Cahier du social n° 26, « Quelles alternatives à la rétention administrative des étrangers? », juin 2010

En 2008, quelque 75 000 étrangers auront eu de la France l'expérience d'un enfermement administratif ; une pratique en progression en France mais aussi dans le reste de l'Europe où de plus en plus de migrants en situation irrégulière et de demandeurs d'asile sont privés de liberté. C'est dans ce contexte que France terre d'asile publie cette étude qui démontre les abus de la politique de rétention mais également que des solutions alternatives existent. France terre d'asile entend ainsi contribuer de manière constructive au débat sur la rétention en France et en Europe et réaffirme que la privation de liberté doit rester, en toutes circonstances, exceptionnelle.

1 exemplaire 7 € ; 5 exemplaires 30 € ; 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus



Cahier du social n° 27, « La réinstallation des réfugiés : bonnes pratiques et propositions pour favoriser l'intégration », Janvier 2011

La réinstallation représente une des trois solutions durables préconisées par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Dans la mesure où la réinstallation des réfugiés dans les pays d'accueil est permanente, la question de leur intégration s'avère fondamentale. Alors que la France a rejoint le « club » des pays de réinstallation en 2008, cette étude de l'Observatoire de l'intégration des réfugiés entend identifier les facteurs favorisant l'intégration des réfugiés réinstallés ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre par une dizaine d'Etats tout au long de la procédure.

1 exemplaire 7 € ; 5 exemplaires 30 € ; 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus



Cahier du social n° 28, « Quelle intégration pour les mineurs isolés étrangers? », février 2011

Cette nouvelle étude de l'Observatoire se penche sur les parcours d'intégration des mineurs isolés étrangers reconnus réfugiés : quelles ont été leurs trajectoires en France, pendant et après leur prise en charge par les services de l'Aide sociale à l'enfance ? Leurs parcours se différencient-ils de ceux des mineurs isolés étrangers qui n'ont pas demandé l'asile ou n'ont pas été reconnus réfugiés ? L'étude interroge, de manière transversale, toutes les thématiques liées à l'intégration des mineurs ou anciens mineurs isolés étrangers.

1 exemplaire 7 € ; 5 exemplaires 30 € ; 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus

POUR COMMANDER

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville Tél

Je souhaite commander les numéros suivants des Cahiers du social

Je règle la somme de €

Par chèque postal ou bancaire à l'ordre de France terre d'asile

Par prélèvement sur mon compte

Par virement sur le compte FTDA : Crédit Mutuel - 10278 06039 00062157341 79

Date : Signature :

CULTURES ET SOCIÉTÉS

- Les Afghans : un peuple au destin mouvementé 78
- Organisation sociale des familles africaines 79
- Aspects socioculturels des populations ex-soviétiques 80
- Les Roms : cultures et identités 81



LES AFGHANS : UN PEUPLE AU DESTIN MOUVEMENTÉ

Les séquelles de plusieurs décennies de conflits armés, les discriminations fondées sur la religion, l'éthnicité ou le sexe, l'instabilité politique et la pauvreté ont engendré d'importants mouvements de la population afghane, majoritairement vers les pays voisins et, dans une proportion moindre, vers l'Europe. Qu'ils soient mineurs isolés ou majeurs, en quête d'une protection internationale ou non, les migrants afghans considèrent souvent la France comme une étape de leur parcours. Or, durant le temps passé dans ce pays – souvent synonyme de grande précarité – il est essentiel que les professionnels chargés de leur accompagnement puissent appréhender leur culture, leur système de valeurs et leur histoire.

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 24 et 25 octobre 2011
26 et 27 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Mieux communiquer avec les personnes originaires d'Afghanistan
- ▶ Savoir se positionner et adapter ses pratiques professionnelles

Objectifs de formation

- ▶ Appréhender les spécificités culturelles et religieuses des usagers
- ▶ Comprendre les dynamiques migratoires des populations originaires d'Afghanistan

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques à partir de situations professionnelles vécues par les participants

CONTENU

- * Repères historiques et géographiques
- * Diversité des cultures et des systèmes de valeurs
- * Modèles familiaux et place de la femme
- * Tensions ethniques et conflits liés aux biens immobiliers
- * Situation des mineurs afghans et des migrants afghans venant d'Iran

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec un public d'origine afghane

ORGANISATION SOCIALE DES FAMILLES AFRICAINES

S'il est vrai qu'il n'existe pas une mais diverses cultures africaines, force est de reconnaître que certaines constances se dégagent autour de l'organisation sociale des familles africaines. La parenté élargie, l'esprit communautaire, le partage ou la hiérarchisation de la société forment autant de valeurs communes que l'on retrouve dans les cultures africaines. Mieux les connaître peut permettre une meilleure ouverture vers l'Autre dans le respect de son système de valeurs.

CONTENU

- * Stratégies et modèles matrimoniaux en Afrique
- * Distribution des rôles parentaux
- * Place de l'enfant et les pratiques éducatives dans les familles africaines
- * Transmission et la construction de l'identité

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec un public d'origine africaine

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 02 et 03 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Mieux communiquer avec les familles africaines
- ▶ Savoir se positionner et adapter ses pratiques professionnelles

Objectifs de formation

- ▶ Appréhender la complexité des structures familiales au regard de la société d'accueil
- ▶ Acquérir des outils de résolution des conflits familiaux
- ▶ Comprendre les dynamiques migratoires des populations africaines

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange et analyse de pratiques à partir de situations professionnelles vécues par les participants

ASPECTS SOCIOCULTURELS DES POPULATIONS EX-SOVIÉTIQUES

L'insécurité et les tensions au Caucase jettent quotidiennement sur les chemins de l'exil de nombreux réfugiés. Outre les difficultés de communication en raison de la langue, certains problèmes peuvent surgir en raison des spécificités culturelles de cette population. Aussi, il convient d'appréhender les représentations de ces publics dans des domaines aussi variés que les modèles familiaux, l'exercice de l'autorité parentale, la place des femmes, le rapport à la santé, la religion, etc.

CONTENU

- * Aspects d'une culture soviétique commune
- * Modèles familiaux des populations ex-soviétiques
- * Place et rôle de la femme dans les sociétés ex-soviétiques
- * Rapports au système de santé et de protection sociale
- * Rapport à l'Etat et aux institutions

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec un public originaire du Caucase

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 14 et 15 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Mieux communiquer avec les personnes originaires du Caucase
 - ▶ Savoir se positionner et adapter ses pratiques professionnelles
-

Objectifs de formation

- ▶ Appréhender les différents modes culturels des personnes originaires de l'ex-URSS
 - ▶ Identifier les spécificités culturelles des usagers
 - ▶ Comprendre les dynamiques migratoires des populations originaires de la région
-

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange et analyse de pratiques à partir de situations professionnelles vécues par les participants

LES ROMS : CULTURES ET IDENTITÉS

Parmi les populations originaires d'Europe centrale et orientale, nombreuses sont les personnes qui se définissent comme Roms. Fuyant l'ostracisme, l'exclusion et les discriminations, une fois arrivés en France, ils font très souvent l'objet de préjugés, tant leurs traditions et modes de vie sont considérés comme différents des nôtres. Bien que la population rom ne soit pas homogène et qu'elle recouvre une grande variété de cultures, l'accès à certains repères socioculturels peut permettre aux professionnels de l'action sociale d'améliorer la qualité de leur accompagnement.

CONTENU

- * Une identité Rom ?
- * Situation des Roms en Europe
- * Organisation sociale et familiale des Roms

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Tout professionnel en contact avec des personnes roms

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 04 avril 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Mieux communiquer avec les personnes roms
- ▶ Savoir se positionner et adapter ses pratiques professionnelles

Objectifs de formation

- ▶ Identifier les spécificités culturelles, linguistiques et religieuses des Roms
- ▶ Analyser la situation de ces groupes minoritaires dans leur pays d'origine
- ▶ Comprendre les dynamiques migratoires des populations roms

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Echange et analyse de pratiques à partir de situations professionnelles vécues par les participants

GÉOPOLITIQUE DES CONFLITS

- Tensions dans les Républiques du Caucase du Nord 83
- Etat des lieux du Kosovo et enjeux actuels 84
- Paix et guerre en République démocratique du Congo 85
- Soudan : la crise au Darfour et les tensions frontalières 86
- Géopolitique de l'Afrique de l'Ouest: la Côte d'Ivoire et la Mauritanie 87
- Le Pakistan : une inconnue à hauts risques..... 88
- Le Sri Lanka de l'après-guerre 89



TENSIONS DANS LES RÉPUBLIQUES DU CAUCASE DU NORD

NOUVEAUTÉ

Malgré la fin de la guerre en Tchétchénie, proclamée en 2009, cette république reste soumise à une tension et à une insécurité permanentes. Celles-ci s'étendent d'ailleurs à d'autres républiques du Caucase du Nord comme l'Ingouchie ou le Daghestan. Cette région constitue un enjeu politique et militaire déterminant pour le pouvoir central, qui continue de mener ces territoires d'une main de fer. En 2010, la demande d'asile des ressortissants de la Fédération de Russie a connu une nette augmentation. Quelles sont les sources des tensions actuelles ?

CONTENU

- * Contexte géographique, historique et économique
- * Gestion des autonomies et des indépendances par les républiques et les réponses de la Fédération de Russie
- * La Tchétchénie
 - Historique du conflit
 - La Tchétchénie sous Ramzan Kadyrov
 - La société tchétchène et ses spécificités
- * L'Ingouchie
 - Territoire aux identités successives
 - Conflit du district de Prigorodny
- * Le Daghestan
 - Un mélange ethnique et linguistique riche
 - Les échos douloureux de la guerre de Tchétchénie
 - L'instabilité croissante : le règne de l'arbitraire

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 13 et 14 octobre 2011
29 et 30 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Caucase du Nord

Objectifs de formation

- ▶ Renforcer et approfondir ses connaissances sur la région
- ▶ Replacer la situation actuelle dans son contexte historique et géographique
- ▶ Identifier la nature et l'origine des tensions

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Toute personne s'intéressant à la région

ÉTAT DES LIEUX DU KOSOVO ET ENJEUX ACTUELS

En 2010, le Kosovo demeure le premier pays de provenance des demandeurs d'asile en France, avec notamment une hausse des demandes émanant de Roms. Tout récemment, la France a pourtant ajouté ce pays à sa liste des pays d'origine sûrs. Malgré son indépendance, cet Etat reste soumis à la pression exercée par la Serbie. Le sort des enclaves serbes du Kosovo continue à nourrir des tensions interethniques et la question des autres minorités vivant sur le territoire reste posée. Quelles sont les raisons qui ont poussé des centaines de milliers de personnes à fuir cette région ?

CONTENU

- * Le Kosovo dans l'espace yougoslave
- * Mouvements de populations dans les Balkans et vers l'Union européenne
- * Une indépendance supervisée et sous pression serbe
- * Protection des minorités au Kosovo aujourd'hui
- * Politiques européennes de gestion des flux migratoires et la question du retour au Kosovo

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Toute personne s'intéressant à la région

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 09 novembre 2011
07 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Kosovo

Objectifs de formation

- ▶ Replacer la situation actuelle du Kosovo dans le contexte historique et géographique de la région
- ▶ Renforcer et approfondir ses connaissances sur le pays

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

PAIX ET GUERRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Depuis six années consécutives, la demande d'asile émanant de ressortissants de République Démocratique du Congo (RDC) constitue le flux principal de demandeurs d'asile en provenance du continent africain. Pillages, crimes de guerre, violences contre les civils, enrôlement des enfants ... forment le lot quotidien du peuple congolais. Comment en est-on arrivé là ? Quels sont les acteurs des troubles ? Pourquoi la stabilisation de la situation en RDC représente-t-elle un enjeu pour la pacification de la région des Grands lacs ?

CONTENU

- * Origines du conflit
- * Transition démocratique et les perspectives de pacification
- * Enjeux relatifs au contrôle des ressources naturelles
- * La RDC et le conflit des Grands lacs

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Toute personne s'intéressant à la région des Grands lacs

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 02 mai 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
 - ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique de la RDC
-

Objectifs de formation

- ▶ Actualiser ses connaissances sur la situation en RDC
 - ▶ Appréhender la diversité géographique et économique de la RDC
-

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

SOUDAN : LA CRISE AU DARFOUR ET LES TENSIONS FRONTALIÈRES

La région du Darfour, au Soudan, a été le théâtre d'une des plus grandes catastrophes humanitaires, les victimes étant estimées à environ 300.000 sans compter plus de 2,5 millions de réfugiés. Malgré les efforts de l'ONU et de l'Union Africaine et un processus fragile de résolution du conflit, les issues demeurent incertaines et la situation humanitaire très critique. Comment qualifier les exactions commises au Darfour ? Dans quel contexte politique la crise au Darfour a-t-elle émergé ? Quelles sont les perspectives suite à la proclamation d'indépendance du Soudan ?

CONTENU

- * Éléments stratégiques du conflit
- * Une paix impossible ?
- * Réfugiés et déplacés du Darfour
- * Situation générale de la région aujourd'hui
 - détérioration générale de la situation humanitaire et reprise des combats
 - montée des tensions entre forces gouvernementales et Casques bleus

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Toute personne s'intéressant à la région

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 12 octobre 2011
15 février 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
 - ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Soudan
-

Objectifs de formation

- ▶ Comprendre l'origine des exactions
 - ▶ Resituer la crise dans son contexte national, régional et international
 - ▶ Analyser le conflit à la lumière du dispositif de protection des réfugiés
-

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST : LA CÔTE D'IVOIRE ET LA MAURITANIE

Les séquelles de la guerre, l'instabilité politique, les mouvements de population, la faiblesse des institutions nationales et des structures de la société civile forment autant d'éléments expliquant l'instabilité qui touche certains pays d'Afrique de l'Ouest. Comprendre la situation ivoirienne, c'est pouvoir appréhender une décennie de crises et d'identifier les enjeux des tensions post-électorales actuelles. Quant à la stabilité de la Mauritanie, elle doit être considérée au regard des espoirs suscités par les élections présidentielles de 2009.

CONTENU

- * La Côte d'Ivoire
 - Grandes lignes de l'histoire de la Côte d'Ivoire
 - Pluralité culturelle et confessionnelle du pays
 - Origines et aspects particuliers de la crise ivoirienne depuis 2000
 - Crise post-électorale actuelle
- * La Mauritanie
 - Quelques repères historiques de la période précoloniale à l'indépendance
 - La question des négro-mauritaniens
 - La question de l'esclavage
 - La question de l'islamisme

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Toute personne s'intéressant à la région

Durée 2 jours

Coût 400 euros

Dates 21 et 22 juin 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
 - ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique de la région
-

Objectifs de formation

- ▶ Comprendre la complexité des conflits en Afrique de l'Ouest
 - ▶ Mettre à jour ses connaissances
-

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

PAKISTAN : UNE INCONNUE À HAUTS RISQUES

NOUVEAUTÉ

En 2009, la demande d'asile pakistanaise a connu une augmentation manifeste, très probablement amenée à se confirmer. Or, souvent opaque et biaisée, celle-ci demeure difficile à appréhender. Quels sont les clivages pertinents à retenir pour comprendre cette société très contrastée ? Comment fonctionne l'ambivalent appareil d'Etat pakistanaise et s'organisent les différents réseaux de pouvoir militants qui le structurent ou le menacent ? Quel est l'impact réel de l'imbrication de ses provinces occidentales dans l'espace de guerre afghan sur ces nouveaux mouvements migratoires ?

CONTENU

- * Contexte général : politique, sécuritaire, économique et sociétal
- * Principaux groupes à risque, allégués et réels
- * Le parallèle afghan
- * La crise des déplacés : état des lieux et réflexion prospective
- * Tendances migratoires dans une perspective comparative

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Toute personne s'intéressant à la région afghano-pakistanaise

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 30 novembre 2011

Objectifs professionnels

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Pakistan

Objectifs de formation

- ▶ Renforcer et approfondir ses connaissances sur le pays
- ▶ Appréhender la complexité de la situation à la frontière afghano-pakistanaise

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

LE SRI LANKA DE L'APRÈS-GUERRE

Avec près de 20.500 personnes enregistrées, le Sri Lanka constitue le premier pays de provenance des réfugiés placés sous la protection de l'OFPRA. Les demandes de protection font souvent référence au conflit ethnico-religieux qui oppose le gouvernement sri-lankais et le mouvement séparatiste tamoul, un conflit qui a déchiré le pays pendant un quart de siècle. Dans un souci de meilleure compréhension du conflit, cette formation se propose de revenir sur son origine, la situation actuelle et les espoirs d'une paix durable.

CONTENU

- * Géographie et histoire du Sri Lanka
- * La question des minorités
- * L'activisme tamoul au lendemain de la guerre

PUBLIC CONCERNÉ

- ▶ Toute personne s'intéressant à la région

Durée 1 jour

Coût 200 euros

Dates 21 mars 2012

Objectifs professionnels

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Sri Lanka

Objectifs de formation

- ▶ Analyser la dimension ethnico-religieuse et politique du conflit
- ▶ Replacer la guerre civile dans son contexte historique
- ▶ Analyser les demandes d'asile à la lumière des critères d'accès à la protection

Méthode pédagogique

- ▶ Apports théoriques et pratiques

INFORMATIONS PRATIQUES



INSCRIPTION AUX FORMATIONS

L'inscription ne sera effective qu'à compter de la réception du bulletin d'inscription dûment complété. Il est vivement conseillé aux stagiaires d'envoyer leur bulletin d'inscription le plus tôt possible, en raison du nombre limité de places de chaque formation. Un accusé de réception de l'inscription sera transmis par mail à l'adresse indiquée sur le bulletin.

CONVENTION DE FORMATION

Une convention de formation est passée avec chaque structure d'envoi des stagiaires. Elle est adressée en deux exemplaires trois semaines avant le début du stage, un exemplaire signé par le responsable de la structure d'envoi devant nous être retourné avant le début de la formation.

CONVOCATION DE STAGE

Dans les trois semaines précédant le début de la formation, une convocation (précisant la date et le lieu du déroulement de la formation), établie au nom du stagiaire, est envoyée à la structure d'envoi.

DÉROULEMENT DES STAGES



Chaque journée de formation a une durée de 7 heures.

Un dossier pédagogique est remis à chaque stagiaire. En fonction des thématiques abordées, il peut s'agir soit d'un résumé synthétique des chapitres traités, soit d'articles de fond faisant le point sur le sujet abordé. Il peut également comporter une bibliographie recommandée, permettant aux stagiaires qui le souhaitent d'enrichir ultérieurement leurs connaissances dans les domaines concernés.

Une « Fiche d'évaluation » est également remise à tous les stagiaires afin qu'ils expriment leur degré de satisfaction à l'issue de la formation. Ces fiches sont par la suite analysées par notre Commission Pédagogique dans un souci d'amélioration permanente de la qualité de nos stages et de nos prestations. Elles constituent par ailleurs le dispositif de suivi d'exécution du programme et d'appréciation des résultats, en conformité avec l'article L. 6353-1 du Code du Travail.

A l'issue de chaque formation, une attestation de présence est envoyée, en double exemplaire, à la structure d'envoi ou à l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA), selon la demande.



LIEU DE LA FORMATION

Les formations inter-organismes sont dispensées au Centre de formation dont les coordonnées sont les suivantes :

24, rue Marc Seguin

75018 Paris

Métro : Marx Dormoy (ligne 12)

Ces coordonnées sont rappelées sur la lettre de convocation qui est adressée avant la tenue de la formation.

PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le prix de chaque stage figure sur la fiche correspondant à l'action de formation souhaitée. Ce prix est forfaitaire, net et exonéré de T.V.A. Il ne concerne que les coûts pédagogiques.

Les frais de repas, d'hébergement et de déplacement sont à la charge directe des structures d'envoi.

Le règlement du coût de la formation est à effectuer comptant, sans escompte, soit lors de l'inscription (le joindre au bulletin d'inscription), soit à l'issue de la formation (à réception de la facture).

Tout paiement intervenant postérieurement à ces conditions générales de vente, ou aux conditions d'échéance contractuelles particulières éventuellement accordées et figurant sur la facture, entraînera l'application de pénalités de retard calculées à taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal.

En cas de paiement effectué par un OPCA ou tout autre organisme, il appartient à la structure d'envoi de s'assurer que le règlement a bien été effectué par celui-ci.

ANNULATION-REMBOURSEMENT

Le Centre de formation se réserve la possibilité d'annuler tout stage de formation dans les 10 jours précédant la date prévue de la tenue de la formation si le nombre d'inscriptions est jugé insuffisant pour permettre la qualité adéquate de la dynamique de groupe.

Les stagiaires inscrits et leur structure d'envoi sont immédiatement informés et les règlements effectués sont remboursés ou reportés sur une nouvelle inscription.

En cas d'annulation à l'initiative d'un stagiaire une semaine avant la tenue de la formation, un montant correspondant à 30 % du coût de la formation sera exigé. La totalité du coût du stage sera facturée lorsque l'absence d'un stagiaire n'aura pas été signalée au moins 24 h avant le début du stage.

Tout stage commencé est dû en totalité, nos tarifs étant forfaitaires.

Organisme :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : E-mail :

Je souhaite m'abonner ou renouveler mon abonnement aux publications de France terre d'asile :

- 50,00 €
- 15,00 € (bénévoles/chômeurs/étudiants)
- Par chèque postal ou bancaire à l'ordre de France terre d'asile
- Par virement sur le compte France terre d'asile : Crédit Coopératif-42559 00008 21020423408 88

Je recevrai **La Lettre de l'observatoire** (6 numéros par an), la revue **ProAsile** (2 numéros par an), **les Cahiers du social** (3 numéros par an) et la **newsletter électronique** (mensuelle).



Date et signature

Merci de compléter ce bulletin d'abonnement et de le retourner avec votre règlement à :

France terre d'asile - Secrétariat administratif général
24 rue Marc Seguin - 75018 Paris

Pour toute information, contactez-nous par téléphone au 01.53.04.39.99.
ou par mail à infos@france-terre-asile.org



BULLETIN D'INSCRIPTION

ACTION DE FORMATION

Titre :

Date :

Lieu :

Comment avez-vous eu connaissance de cette formation ?

Guide 2011-2012 (Brochure) Site Internet Newsletter Collègue Autre

PARTICIPANT

Mme, Mlle, M Prénom : Nom :

Fonction : e-mail :

Si vous souhaitez recevoir par e-mail nos offres de formation, veuillez cocher cette case

ORGANISME

Responsable de l'inscription en formation

Mme, Mlle, M Prénom : Nom :

Fonction :

Raison sociale :

Adresse :

Téléphone : Fax :

E-mail :

Un accusé de réception du bulletin d'inscription vous sera envoyé par e-mail

Si vous souhaitez recevoir par e-mail nos offres de formation, veuillez cocher cette case

FACTURATION

Etablissement à facturer, si différent :

.....

.....

.....

RÈGLEMENT

- Ci-joint un chèque de €. à l'ordre de France terre d'asile
- Le règlement sera effectué par O.P.C.A. (adresse à compléter ci-contre)
- Paiement à réception de la facture

CACHET DE L'ORGANISME

SIGNATURE

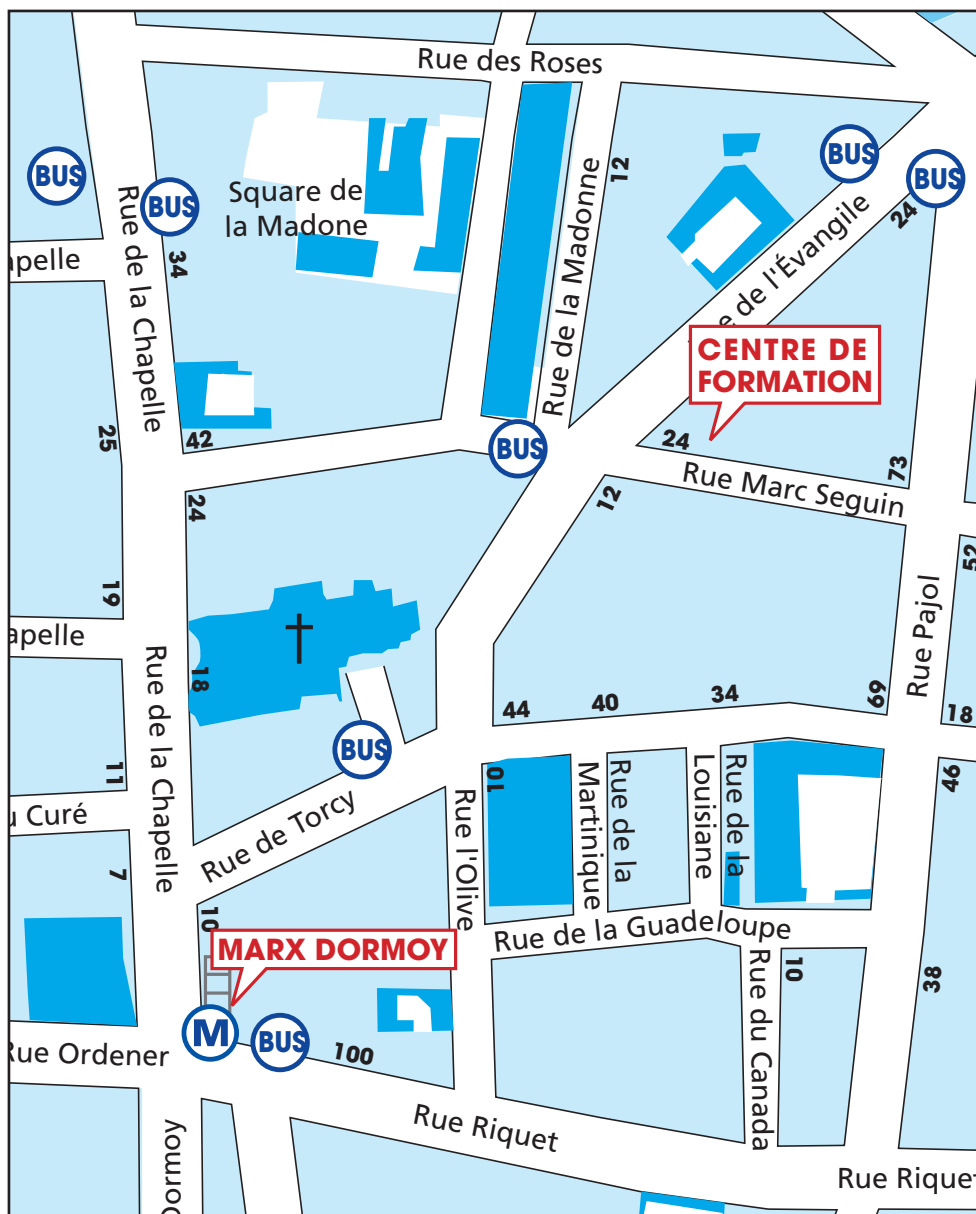
Bulletin d'inscription à renvoyer par fax au 01 53 04 20 24 ou par courrier à l'adresse :
France terre d'asile, Centre de formation - 24, rue Marc Seguin - 75018 Paris

INFORMATIONS PRATIQUES

N.B. : Tarifs à titre indicatif mis à jour en juillet 2011

NOM	ADRESSE	TEL./FAX Site Internet	METRO	TARIF (Base chambre individuelle)	★
Etap Hôtel	7-9, Impasse Marteau 75018 Paris	Tél. : 08 92 68 30 72 Fax : 01 58 34 04 04 www.etaphotel.com	Porte de La Chapelle (ligne 12)	60,25 € 63,25 € le mardi et mercredi 4,90 € petit déj. à volonté.	Sans
Amarys Simart	7, rue Simart 75018 Paris	Tél. : 01 46 06 83 87 Fax : 01 42 58 39 67 www.amarys-simart.com	Marcadet Poissonniers (lignes 4 et 12)	65 € à 69 €* 7 € le petit déj.	Sans
Bellevue	67, rue Philippe de Girard 75018 Paris	Tél. : 01 46 07 97 25 Fax : 01 46 07 97 58 www.hoteldebellevue-paris.com	Marx Dormoy (ligne 12)	70 €* Petit déj. inclus	★★
Pavillon de Montmartre	5, rue Aristide Bruant 75018 Paris	Tél. : 01 42 52 89 80 Fax : 01 42 52 29 57 www.paris-hotel-pavillonmontmartre.com	Abbesses (ligne 12)	85 € à 95 € Petit déj. Inclus	★★
Jardin de Paris Montmartre	131, rue Ordener 75048 Paris	Tél. : 01 42 52 99 00 Fax : 01 42 64 28 16 www.hotel-le-paris-montmartre.com	Jules Joffrin (ligne 12)	78 € à 120 € 10 € le petit déj.	★★
Comfort Inn Saint Pierre –Paris 18^{ème}	10, rue de Clignancourt 75018 Paris	Tél. : 01 42 23 48 00 Fax : 01 42 23 40 20 www.comfort-saintpierre.com	Barbès Rochechouart (lignes 2 et 4)	70 € à 80 € 8 € le petit déj.	★★
Eden Hôtel Montmartre	90, rue Ordener 75018 Paris	Tél. : 01 42 64 61 63 Fax : 01 42 64 11 43 www.edenhotel-montmartre.com	Jules Joffrin (ligne 12)	85 € à 95 €* Petit déj. inclus	★★

*Tarif préférentiel pour France terre d'asile (le signaler lors de la réservation)
Des tarifs peuvent être proposés sur les sites Internet des ces hôtels.



ADRESSE : 24, rue Marc Seguin

75 018 Paris

4^{ème} étage - Porte droite

Métro : Marx Dormoy

(ligne 12 : Direction Porte de la Chapelle)



Centre de formation de France terre d'asile
24, rue Marc Seguin
75018 Paris

Tél. : 01.53.04.20.20
Fax : 01.53.04.20.24

Adresse électronique : formation@france-terre-asile.org
Site Internet : www.france-terre-asile.org

